

# De Callac à Crépol :

les campagnes au cœur  
des batailles identitaires

RAPHAËL LLORCA ET LAURENCE DE NERVAUX



**Destin  
Commun**  
More in Common France

Avril 2024

# De Callac à Crépol :

les campagnes au cœur  
des batailles identitaires

---

RAPHAËL LLORCA ET LAURENCE DE NERVAUX



**Destin  
Commun**  
More in Common France

## Résumé exécutif

Comment expliquer que le sentiment d'augmentation de la violence et de l'insécurité, généralisé dans la société française, soit également prépondérant dans les campagnes, malgré la plus faible occurrence de faits de violence dans les territoires ruraux ? Et comment analyser les épisodes d'opposition violente de l'extrême-droite identitaire à des projets d'accueil de personnes migrantes ou réfugiés dans des communes rurales ? **Cette étude qualitative éclaire la construction du rapport à la violence dans la ruralité. Elle s'appuie sur une série de groupes de discussion réunissant des habitants de communes rurales de moins de 15 000 habitants recrutés selon la segmentation par familles de valeurs de Destin Commun.**

Le premier enseignement constitue un paradoxe. Les habitants de la ruralité revendiquent spontanément leur attachement à la tranquillité qu'offre leur vie à la campagne. **Cette tranquillité, associée au rapport à la nature, est synonyme de sérénité, mais aussi de sécurité** : la comparaison spontanée avec les grandes villes, perçues comme violentes et dangereuses, est fréquente. Mais au-delà de cette représentation quelque peu idéalisée, l'échange révèle, en creux, des frustrations liées à l'isolement matériel (éloignement des services de proximité et dépendance à la voiture), mais surtout un réel malaise lié à l'isolement relationnel. **« C'est comme si on existait pas » : campagnards de toujours ou néo-ruraux, tous vivent douloureusement l'absence de liens entre voisins.**

Quelle est leur perception de la violence ? Deux points marquants lors de ces échanges : d'abord, ce que nous avons appelé **la charge mentale de la violence**. Le sentiment que la violence est présente partout, tout le temps et près de chez eux induit, pour beaucoup, un poids psychologique permanent. Et lorsqu'on se penche sur la façon dont ces Français ruraux évoquent leur vision de la violence, on note **une absence complète de hiérarchisation**, mettant sur un même niveau des faits très disparates, des petites incivilités du quotidien aux attentats terroristes. N'établissant aucune distinction de nature ni de degré, les personnes interrogées perçoivent « les violences » comme un grand agrégat, selon un mécanisme que nous comparons à celui de la floculation qui désigne, en chimie, l'agrégation d'éléments en suspension dans une solution, donnant forme à un agrégat plus important.

N'établissant aucune distinction de nature ni de degré, les personnes interrogées perçoivent « les violences » comme un grand agrégat.

Alors même que les données de référence ne font pas état d'une augmentation des différentes formes de violence, et encore moins dans la ruralité, **de quoi procède cet amalgame que font les Français entre diverses formes de violence, et ce sentiment d'omniprésence ? À écouter les Français, le rôle de l'audiovisuel et des médias se révèle déterminant.** Dans une troublante mise en abîme, la violence présente dans la fiction, d'un réalisme qui leur semble quasi-choquant, se confond de plus en plus avec le réel, qui lui-même se donne des airs de fiction, comme l'émission *Faites entrer l'accusé*. Quant aux médias, nos interrogés sont perplexes : amplifient-ils la perception de violence généralisée, ou rendent-ils seulement compte d'un état de fait ? Un consensus se dessine tout de même : les médias, chaînes d'information continue et réseaux sociaux au premier rang, en sur-médiatisant la violence, alimentent l'anxiété. **« Et c'est jamais bon, d'avoir une société qui a peur ».**

Un solide légitimisme persiste dans le rapport à la violence des Français ruraux : **sur la question du port d'armes, le cas américain demeure un repoussoir ultime**, quoique pour certains le fait d'avoir des armes défensives chez soi ou dans sa voiture leur semble justifié.

Le lien supposé entre violence et immigration étant de plus en plus présent dans le débat public, notamment dans l'interprétation de récents faits divers (mort d'Enzo à La Haye-Malherbe, et de Thomas à Crépol), **nous avons demandé aux participants comment ils réagiraient à l'éventualité d'un projet d'accueil de personnes migrantes dans leur commune**. Plusieurs questionnements récurrents se font jour : d'abord l'interrogation sur le bien-fondé de ce qui est perçu comme un « *déplacement de la misère* » au regard de leur expérience d'isolement géographique. Ensuite la question du nombre de personnes accueillies et des moyens, et enfin l'exigence démocratique, avec la crainte d'un « *49.3 municipal* ». Mais d'importantes différences se dessinent aussi selon les groupes de valeurs : les Identitaires, brandissant la théorie du Grand remplacement, sont habités par l'idée d'une volonté délibérée des élites d'imposer, par une immigration massive, une transformation civilisationnelle de la société française. Les appréhensions des Laissés pour compte, marqués par un quotidien en tension, sont plutôt de l'ordre de la concurrence des publics, sans qu'elles se doublent de rejet xénophobe. Les Stabilisateurs, enfin, abordent cette hypothèse sur le mode de la gestion de projet, rationalisant les différents enjeux et besoins. Modérés, ils incarnent ce que nous décrivons comme un conservatisme par procuration, ou progressisme de proclamation : l'adhésion de principe qu'ils expriment à ce projet d'accueil de migrants qu'ils expriment leur est rendue facile par le fait que dans les faits, leur village, conservateur, n'accepterait jamais un tel projet.

La double étude de cas présentée à la fin de ce rapport analyse les événements qui ont eu lieu en 2022-2023 dans deux communes rurales de Bretagne. À Callac (Côtes d'Armor) puis à Saint-Brévin (Loire-Atlantique), l'extrême-droite identitaire a théorisé et organisé une opposition violente à des projets d'accueil de personnes migrantes ou réfugiées, terrorisant la population locale. **Nous décryptons ici la « méthode Callac », fondée sur la stratégie de la métonymie : le petit village rural devient l'emblème d'une guerre civilisationnelle**. Elle combine l'agit-prop (tractage, affichages, pétitions), la terreur (intimidations, menaces de mort, diffamation) et l'utilisation des médias comme sas de respectabilité.

Fondée sur des entretiens de terrain, notre analyse s'attache enfin à décrire, à partir d'une série de témoignages, **la typologie des réactions des habitants face au déchainement de violences**. Le coussin sur le téléphone pour ne pas entendre les menaces de mort la nuit symbolise l'hyper-résilience des militants intransigeants. Les volets fermés disent la peur des personnes âgées. Mais au-delà de l'opposition binaire entre deux camps antagonistes, et alors que l'extrême-droite a ici cherché à augmenter le coût d'opposition à ses idées radicales, **la réaction la plus fréquemment observée chez les habitants mêle indifférence et quête de tranquillité – cette tranquillité si valorisée, au début de cette étude, par les habitants de la ruralité**.

## Introduction et méthodologie de l'étude

L'actualité récente a été marquée par la multiplication d'épisodes de politisation de faits divers intervenant dans des communes rurales, faisant écho à un discours plus large postulant une montée voire une généralisation de la violence dans la société française, et y voyant un lien avec l'immigration. À l'été 2023, Enzo, 15 ans, a été tué d'un coup de couteau dans un village normand de 1 400 habitants. Les réactions locales et les médias soulèvent immédiatement la question d'une éventuelle implication de jeunes issus de l'immigration. Repris en une de la première édition du *Journal du Dimanche* (JDD) dirigé par Geoffroy Lejeune, nouveau directeur de la rédaction venu de *Valeurs Actuelles*, ce fait divers a été utilisé par l'ensemble de la droitesphère comme une preuve de "l'ensauvagement" de la société, alors même que cette version est aujourd'hui contredite par les éléments de l'enquête, comme l'a rapporté le journal *Le Monde*<sup>1</sup>. À l'automne 2023, c'est l'histoire tragique de Thomas, 16 ans, tué à la sortie d'une fête de village à Crépol, qui a attiré l'attention. Tandis que *Le Figaro* parle d'une attaque qui marque « l'importation d'une violence débridée au sein des villages », l'extrême-droite n'hésite pas à parler de « francocide », de « chasse aux gaulois » et même de « guerre civile dans nos campagnes ». « Ils ont un Nahel par an, nous avons un Thomas par mois » écrit par exemple Damien Rieu, un influenceur d'extrême-droite proche de Reconquête, en référence à la mort de ce jeune homme tué par un tir policier le 27 juin 2023 à Nanterre qui déclenchera les « émeutes urbaines » de l'été dernier. À chaque fois, le mécanisme est le même : faire de la campagne, creuset de l'imaginaire de la France éternelle, un espace de vie où les citoyens français ne seraient plus en sécurité. À leur tour, **les campagnes sont mobilisées dans la stratégie identitaire bien connue de la métonymie : elles seraient une partie représentative d'un grand tout, celle d'une « guerre civilisationnelle ».**

En parallèle, un autre phénomène frappe les campagnes : la montée d'une pression venue de collectifs d'extrême-droite qui, à coups de campagnes digitales et d'actions de terrain très organisées, sont parvenues à plusieurs reprises à faire reculer des maires de petites communes rurales qui portaient un projet d'accueil de personnes migrantes ou réfugiées. Nous connaissions le principe de la bataille culturelle, consistant à « faire baisser le coût d'adhésion aux idées radicales<sup>2</sup> ». Voilà le retour d'une autre stratégie, consistant à augmenter le coût de l'opposition aux idées d'extrême-droite : à Callac, en Bretagne, les techniques de mobilisation agressive et d'intimidation des élus ont si bien fonctionné qu'elles ont été analysées, théorisées et diffusées dans l'ensemble de la fachosphère, dans l'espoir de faire école.

À chaque fois, le mécanisme est le même : faire de la campagne, creuset de l'imaginaire de la France éternelle, un espace de vie où les citoyens français ne seraient plus en sécurité.

Voilà donc les campagnes au cœur des batailles identitaires. Pour comprendre les ressorts de ce phénomène, **nous avons mené un important travail d'analyse, étudiant à la fois les stratégies de communication des identitaires (l'offre), et la perception de la violence et de l'immigration de la part des habitants de petites communes rurales, au travers d'une importante enquête qualitative (la demande).**

Le tout, en restant fidèles à l'analyse sociétale de *Destin Commun*, qui s'attache à décrypter les perceptions et représentations des individus et leurs expériences de vie, plutôt que les déterminants structurels de l'opinion. Notre méthodologie issue de la recherche en psychologie sociale permet de tenir compte des différents systèmes de valeurs présents dans la société, afin d'identifier les déterminants culturels et psycho-sociaux qui expliquent la pluralité des opinions et des comportements.

Cette étude présente dans un premier temps la réalité de la vie à la campagne, entre utopie et malaise. Nous décrivons ensuite le rapport spécifique des habitants de la ruralité à la violence, et les facteurs qui contribuent à la construction de leurs représentations. Enfin, à partir d'un exercice de mise en situation, nous décryptons le rapport complexe des habitants de petites communes rurales à l'immigration, et leurs réactions spécifiques à d'éventuels projets d'accueil.

En complément de cette analyse, nous présentons également **une étude approfondie des manifestations de violence de la droite identitaire à Callac (Côtes d'Armor) et à Saint-Brévin (Loire-Atlantique), en identifiant les éléments clés de la « méthode Callac », mais aussi la typologie des réactions des habitants** qui révèle, au-delà de l'image binaire et polarisée retenue par les médias, une profonde ambivalence.

## Méthodologie de l'étude

Pour notre étude qualitative, nous nous sommes appuyés sur **trois types de sources** :

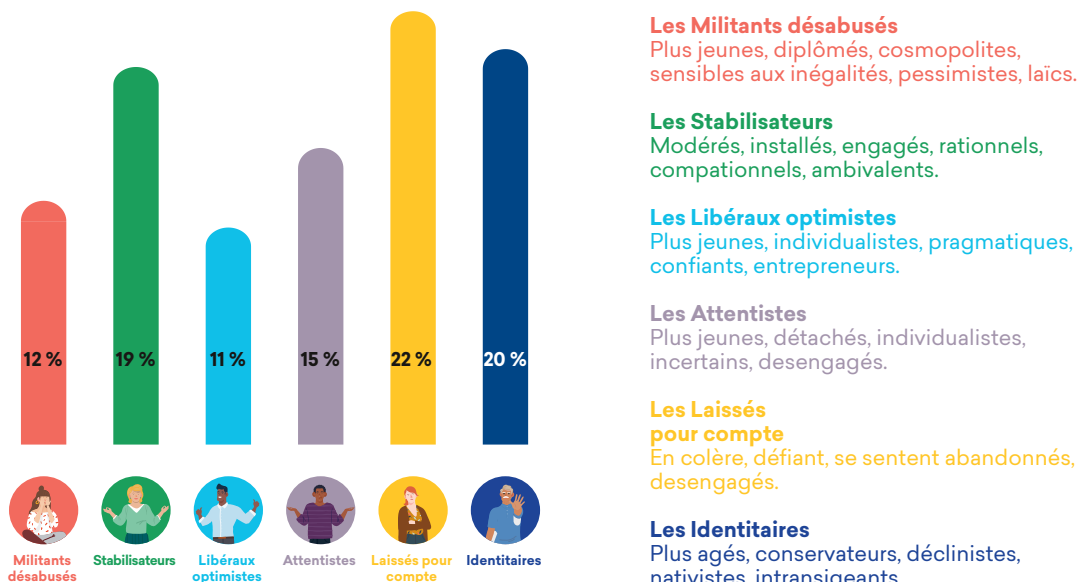
- **Quatre groupes de discussion menés en janvier 2024, pendant deux heures** en visio-conférence, avec 4 des 6 groupes de la typologie de *Destin Commun* : les Stabilisateurs, les Attentistes, les Laissés pour compte et les Identitaires. Chaque groupe était composé de six personnes, toutes issues d'une même famille de valeurs. Afin de saisir les spécificités des territoires ruraux, **tous les participants à ces groupes étaient des habitants de communes rurales de moins de 15 000 habitants.**
- Une recherche documentaire sur les épisodes de Callac et de Saint-Brévin (analyse des ouvrages, articles et coupures de presse disponibles)
- Quatre entretiens individuels menés avec des acteurs directement impliqués dans les projets de Callac et de Saint-Brévin : Chloé Freoa, Sylvie Lagrue, Laure-Line Inderbitzin et Philippe Croze. Chacun d'entre eux est présenté en détails dans l'étude de cas à l'issue de cette étude.

## Les familles de valeurs de Destin Commun

À partir d'une analyse typologique (*clustering*), **Destin Commun a identifié au sein de la société française six grandes familles, toutes très homogènes en termes de valeurs et de visions du monde.** Cette segmentation s'appuie sur une série d'indicateurs principalement issus de la recherche en psychologie sociale :

- Appartenances de groupes
- Fondements moraux
- Prédilection autoritaire
- Optimisme vs. pessimisme
- Perception de la menace
- Sensibilité au changement culturel
- Agentivité
- Niveau d'engagement politique et citoyen.

Chacune de nos enquêtes permet d'observer l'évolution de cette segmentation : depuis 2019, elle est restée globalement stable, les caractéristiques de chaque groupe restant très marquées, et leurs proportions respectives dans l'ensemble de la population ne variant pas davantage que de quelques points de pourcentage. **Cette typologie se révèle très prédictive des comportements et des choix individuels.**



# 1

## La vie à la campagne, de l'utopie au malaise

Lors de la première partie de nos groupes de discussion, nous avons proposé aux participants d'évoquer de manière très libre et sans a priori **leur cadre de vie, leurs habitudes, ce qu'ils y apprécient plus ou moins**. Ces échanges dessinent un tableau en demi-teinte, révélant les paradoxes de la vie à la campagne.

### Une aspiration : la tranquillité

À entendre l'ensemble de nos groupes, habiter à la campagne correspond à un vrai choix de vie : celui de mener une vie calme, sereine, éloignée du tumulte et de l'agitation. Un mot revient systématiquement pour qualifier cette aspiration : la « *tranquillité* ». Pour nos participants, il est souvent synonyme d'une proximité plus marquée avec la nature et d'une mise à distance des autres humains, dans une forme de repli assumé :

*« J'habite dans un lieu-dit de 77 personnes. C'est calme, vraiment très tranquille, proche de la nature et des animaux. C'est bien le maximum s'il y a deux voitures qui passent dans la journée ! »*

Jean-Claude, 61 ans, Brettes (Attentistes)

*« Je me suis acheté une petite maison, mais je ne cherche pas à cohabiter. Les voisines sont venues me voir, j'ai coupé les ponts tout de suite. Je fais ma vie. Je suis libre. Libre et heureux »*

Gérard, 64 ans, Aubigne Racan (Laissés pour compte)

Ce silence choisi n'est rompu que par le chant d'un cocasse « *coq déréglé* » :

*« J'aime bien, c'est calme, j'ai le bruit du coq qui dérange la plupart des gens de la ville mais moi je l'aime bien, il chante à n'importe quelle heure, il est complètement déréglé ce coq ! »*

Carla, 43 ans, Verniolle (Attentistes)

Cette quête de tranquillité n'est pas réservée à des personnes âgées qui, fatiguées, se retireraient du monde après en avoir amplement profité ; on la retrouve aussi chez des jeunes adultes qui, de façon tout à fait assumée, revendiquent **un mode de vie en cocon** qu'ils perçoivent, en toute lucidité et avec humour, comme étant en parfait décalage avec ce qu'on attendrait de gens de leur âge :

*« Je suis toute seule, toute tranquille, j'aime dire bonjour à mes voisins quand je les croise, mais j'aime ma tranquillité. Je suis une vraie petite mémère de 25 ans ! »*

Enora, 25 ans, Quatremare (Laissés pour compte)

*« Je ne connais personne, mais ça me convient très bien. Je reste posé. Je fais un peu vieux avant l'âge, mais bon ... j'aime ma petite tranquillité »*

Clément, 29 ans, Fontaines en Sologne (Laissés pour compte)

Notons au passage qu'il s'agit ici de deux jeunes Laissés pour compte, ce qui n'est pas un hasard : quand on a le sentiment d'être abandonné par la société, la tentation du retrait est grande.



De manière plus conjoncturelle, dans la société post-pandémie, le repli sur soi n'est pas forcément un signe d'égoïsme, mais plutôt le résultat d'un glissement qu'on constate et déplore, comme l'illustre bien l'échange ci-dessous entre trois participants Stabilisateurs. Dans la typologie de *Destin Commun*, ce groupe est plutôt spontanément enclin à l'engagement citoyen et au dialogue. Il vit donc le choix du repli davantage comme une anomalie que les Laissés pour compte :

*« Je trouve que depuis le COVID, on est devenus égoïstes. Je pense d'abord à moi, à ma famille, avant de penser aux autres. Je pense qu'on est tous un peu dans ce cas-là : quand les conditions ne sont pas bonnes, on préfère s'isoler que de parler aux autres... »*

William, 48 ans, Hérouvillette

*« J'ai beau avoir été élevée dans des valeurs de solidarité et d'entraide, moi aussi, je constate que je pense d'abord à moi, à ma situation, à mes préoccupations, avant de penser aux autres »*

Emma, 26 ans, Coulombs

*« Je ne sais pas si on devient égoïstes par dépit, ou si c'est plutôt qu'on n'a plus le choix. On ne sait pas comment agir. Si on se concentre sur nous, notre petit bonheur et notre petite vie, c'est plutôt par défaut »*

Marilyne, 58 ans, Sévrier

Spontanément, les participants placent souvent la vie à la campagne en opposition à celle des « grandes villes », qu'ils décrivent comme son symétrique inversé – un espace d'intranquillité et d'incivilité quotidienne où règneraient l'individualisme et l'indifférence aux autres :

*« Moi, je préfère vivre à la campagne qu'en ville. Ici, au moins il y a beaucoup d'entraide, on s'arrange les uns avec les autres, il y a de la solidarité »*

Oriane, 42 ans, La Gouesnière (Laissé pour compte)

*« Généralement, dans les petits villages, tout le monde se connaît, alors que dans les grandes villes, c'est chacun pour soi, c'est à peine si on a un bonjour »*

Nathan, 44 ans, Lourches (Identitaires)

*« Au moins, ici, je n'ai pas de problèmes. Je n'entends pas les voitures qui brûlent toutes les semaines ! »*

Tanguy, 23 ans, Hersin (Attentistes)

**Ces représentations de la vie à la campagne dessinent un imaginaire rural très puissant, proche d'un idéal utopique : celui d'un espace à l'abri, à la fois de la dureté du monde et des affres de la modernité.** Le cadre de vie n'est pas idyllique pour autant : il existe ce qu'on pourrait appeler des « irritants », des désagréments du quotidien qui rendent la vie à la campagne plus pénible.

## Un irritant : l'éloignement des services de proximité et la dépendance à la voiture

Lorsqu'on interroge les participants sur les difficultés de leur vie quotidienne, on retrouve une constante : les commerces, services publics, activités de loisirs (cinémas, restaurants) sont loin, trop loin de chez eux. Pour autant, on ne note aucun misérabilisme de la part de nos interrogés : si pour certains, l'éloignement des services de proximité est un réel souci, la plupart le présentent plutôt comme un état de fait – preuve de l'état avancé d'intériorisation des contraintes de la part des populations rurales.

*« Ici, il n'y a pas de médecins, pas de Poste, pas de commerce, à part une boulangerie qu'on porte à bout de bras ... Je m'inquiète pour le maintien des classes de l'école »*

Guillaume, 60 ans, Challes (Stabilisateurs)

*« Il n'y a rien de rien de rien. Le premier village est à 8km. Le seul service, c'est une boîte aux lettres ! »*

Jean-Claude, 61 ans, Brettes (Attentistes)

Conséquence : **la campagne, c'est la civilisation de la voiture**. Sans elle, impossible de pourvoir aux besoins élémentaires – tant et si bien, qu'on en a parfois deux par foyer. Là encore, la plupart des participants ne s'en plaignent pas mais décrivent cette dépendance comme une évidence :

*« On n'a pas de transport public, rien du tout, si ce n'est un bus le matin et un le soir. La voiture est obligatoire »*

Madeleine, 53 ans, Le Crest (Laissés pour compte)

*« Je vis à 100 bornes de mon lieu de travail. Quand je rentre chez moi, les collègues me souhaitent bon voyage ! »*

Emma, 26 ans, Coulombs (Stabilisateurs)

D'autres participants, en revanche, vivent la voiture comme une forme de paradoxe : en quittant la grande ville, ils pensaient quitter la voiture. Or, c'est tout l'inverse qui s'est produit :

*« Oui, j'ai gagné de l'espace en m'installant ici, mais je ne me sens pas bien. Je me suis fait la réflexion : je ne marche plus, tout se fait en voiture »*

Laeticia, 37 ans, Le Rheu (Attentistes)

**Pour les néo-ruraux, la dépendance à la voiture constitue la première égratignure à l'imaginaire rural qu'ils avaient fantasmé.**

Lorsqu'on creuse, une autre représentation de la vie à la campagne émerge des discussions, où affleure cette fois-ci un malaise profond : celui de vivre, à l'opposé du fantasme et des projections idéalisées du monde rural, une absence de lien social.

## Un malaise : l'absence de lien social

Le constat est d'autant plus rude pour les néo-ruraux, dans la mesure où il se heurte frontalement à ce qu'ils avaient projeté de leur vie à la campagne : un espace où on se reconnecte avec les autres. En réalité, dans leur vie de tous les jours, **les contacts sociaux sont quasiment inexistantes**. Si Benoît Coquard a montré en particulier l'ampleur de l'isolement relationnel dans les « *campagnes en déclin* »<sup>3</sup>, démographiquement et économiquement fragilisées par la désindustrialisation et le chômage de masse, ce phénomène semble largement répandu dans tous les territoires ruraux dont étaient originaires nos participants. De fait, les enquêtes annuelles de la Fondation de France sur l'isolement relationnel ont montré que bien que ce phénomène soit répandu dans tous types de territoire, **le taux d'isolement est plus élevé à la campagne et dans les petites villes de moins de 20 000 habitants**<sup>4</sup>.

Alors que ce pourrait être perçu sereinement, dans une forme de continuité de leur quête de tranquillité, cette drôle d'absence est vécue douloureusement – elle est ressentie comme une forme d'absurdité, voire une négation d'existence, particulièrement chez les Identitaires et les Attentistes :

*« Dans ma ville, chacun reste dans son coin. On dit bonjour à ses voisins par politesse, mais sans jamais engager aucune discussion. C'est comme si on n'existait pas »*

Tanguy, 23 ans, Hersin (Attentistes)

*« Dans mon hameau, on est une vingtaine de personnes. Personne ne se parle. Quand il y a un problème entre voisins, au lieu d'aller se parler directement, c'est le maire qui intervient ! »*

Nathalie, 40 ans, Azay-sur-Thouet (Identitaires)

Dans une précédente enquête, Destin Commun avait déjà entendu un témoignage similaire – celui d'un déficit de communication tel qu'il entraîne le recours à l'édile local pour régler les petits conflits de voisinage. À l'époque, il s'agissait également d'un groupe d'Identitaires - preuve que l'anecdote dépasse le seul cas particulier.

Notons le cas des néo-ruraux qui, après avoir vécu plusieurs années en ville (souvent en région parisienne), disent rencontrer des difficultés pour s'intégrer localement. En cause, selon eux, leur condition d'urbains d'origine, qu'ils vivent comme une sorte de déterminisme géographique les empêchant de nouer des relations avec « les gens d'ici » :

*« J'habite dans un village normand, et si je ne vais pas vers les gens, les gens ne viendront pas à moi. On vit les uns à côté des autres, jamais les uns avec les autres. On n'intègre pas les gens : je suis perçu comme une étrangère parce que je ne suis pas normande, mais parisienne ! Pour mon ami, ça se passe mieux, il a les dialectes »*

Romane, 36 ans, Ferrières (Attentistes)

*« Je vis dans un village de 600 habitants. Ici, les gens ne sont pas très coopératifs, pas très accueillants. Ils trouvent que les Parisiens les envahissent ... moi, je leur réponds qu'ils sont bien contents que les Parisiens arrivent avec leur argent pour faire vivre les petits villages ! »*

Agathe, 57 ans, Le Pin La Garenne (Identitaires)

# 2

## Violence, le grand agrégat

### La violence comme nouvelle charge mentale

Lorsqu'on demande aux participants quels sont spontanément leurs sujets d'inquiétude, ou si un événement de l'actualité les a marqués récemment, une expression revient souvent : « *les violences* », au pluriel. Les degrés de préoccupation varient d'un groupe à l'autre, de l'inquiétude (Stabilisateurs) à la peur panique (Identitaires).

Ces dernières années, la notion de charge mentale s'est imposée dans le débat public pour désigner le « *poids psychologique que fait peser (plus particulièrement sur les femmes) la gestion des tâches domestiques et éducatives, engendrant une fatigue physique et, surtout, psychique* », pour reprendre la définition du Petit Larousse (2020). La notion de charge mentale a été définie pour la première fois dans les années 1980 par la sociologue Monique Haicault, qui la définissait par le fait de « *devoir penser simultanément à des choses appartenant à deux mondes séparés physiquement*<sup>5</sup> ».

Par extension, **nous pourrions parler d'une « charge mentale de la violence » pour qualifier le poids psychologique que la violence représente dans l'esprit de nos participants.** À les entendre, la thématique de la violence fait partie intégrante de leurs pensées quotidiennes. Peu importe que la menace soit réelle ou fantasmée. Telle une ombre, cette charge mentale de la violence les accompagne tout au long de leur journée, et finit par engendrer une réelle fatigue psychique, comme s'ils devaient assumer une sorte de routine de la violence, dont la banalisation est elle-même ressentie comme un surcroît de violence.

*« Ce qui m'inquiète, c'est qu'on en entend tous les jours, des gens qui se font agresser »*

Carla, 43 ans, Verniolle (Attentistes)

*« La violence, en fait elle est quotidienne. On a l'impression que ça ne s'arrête jamais ; il n'y a même plus rien de marquant, on sait que chaque jour il y aura quelque chose, que le fait divers de demain chassera celui d'aujourd'hui »*

Henri, 64 ans, Landunvez (Identitaires)

La charge mentale de la violence est d'autant plus vivement ressentie lorsqu'elle concerne leurs enfants, installés dans les grandes villes qui, comme on l'a vu précédemment, sont associées à des espaces de menaces potentielles :

*« Ma fille est à Paris, je m'inquiète »*

Marilyne, 58 ans, Sévrier (Stabilisateurs)

*« On a peur pour nos enfants. Ma fille est dans une grande ville, à Caen, c'est un fléau, les agressions qu'il y a perpétuellement »*

Agathe, 57 ans, Le Pin La Garenne (Identitaires)

Seuls les Stabilisateurs n'évoquent pas spontanément la violence comme sujet de préoccupation. Quand on creuse leur imaginaire sous-jacent, on réalise que pour eux, la violence n'est pas omniprésente ou ancrée dans leur quotidien, mais cantonnée à certains types de populations (« *Quand j'imagine quelqu'un de violent, je pense à un gros fachiste, un skinhead, quelqu'un qui va tout casser* » Clara, 28 ans, Villaudric) ou de territoires (« *La violence, pour moi, ce sont des trafiquants de drogue à Marseille, avec leurs règlements de compte* » William, 48 ans, Herouvillette).

À l'opposé du spectre, les Identitaires disent vivre avec la boule au ventre : tenaillés par la peur, ils en sont à redouter de sortir de chez eux, avec l'angoisse permanente de ce qui pourrait survenir :

*« Quand on sort dans la rue, pour un spectacle, pour un concert, pour un restaurant, j'ai toujours la peur derrière moi, on pense toujours à ce qui pourrait se passer, à ce qui s'est passé. Quand je sors, je ne suis plus sereine »*

Agathe, 57 ans, Le Pin La Garenne (Identitaires)

En théorie, vivre à la campagne leur permet d'échapper à la violence. Dans les faits, les participants disent faire l'expérience d'une violence qui serait parvenue à s'immiscer jusque chez eux, au plus près de leur vie qu'ils pensaient préservée. **Les évocations d'une violence « près de chez nous », de la protection policière des écoles à la multiplication des affichettes « Stop aux incivilités », témoignent d'un sentiment de violence latent qui se propage :**

*« On a souvent l'impression que les attentats et la délinquance, c'est dans les grandes villes, mais en fait, c'est à côté de chez nous ! »*

Nathan, 44 ans, Lourches (Identitaires)

*« Même devant l'école de mon fils, il y a un policier ... il est en maternelle ! On n'est pas tranquilles. Tout nous fait peur aujourd'hui »*

Gérard, 64 ans, Aubigne Racan (Laissés pour compte)

*« Il y a 30 ans, je n'aurais jamais vu des affichettes 'Stop aux incivilités' ou 'Stop à l'agression' : aujourd'hui, dès qu'on est avec des publics, quel que soit le métier, on se fait agresser »*

Madeleine, 53 ans, Le Crest (Laissés pour compte)

On ne peut éviter de pointer un paradoxe : comment comprendre que ces populations, qui habitent dans des villages reculés où, ils le disent eux-mêmes, « *il ne se passe jamais rien* », ressentent autant la violence, jusqu'à la voir imprégner leur vie quotidienne ? C'est ce que nous avons voulu creuser, en dépassant l'idée communément admise selon laquelle cette violence ne serait que de l'ordre de la « *perception* » (le fameux « *sentiment d'insécurité* » de Lionel Jospin). **À l'étude, une thèse émerge : la formation, dans l'esprit de nos participants, d'un agrégat de violences qui assimile et amalgame les incivilités les plus banales d'un côté et les attentats terroristes de l'autre**, ne pointant entre les deux extrêmes ni une différence de nature, ni même de degré.

## Le grand agrégat de la violence : mécanique de la floculation

Les participants parlent souvent « *des violences* » et, de fait, elles sont plurielles. Pour eux, la violence est multiforme, puisqu'ils évoquent pêle-mêle : la violence verbale et la violence physique, les violences conjugales et les violences faites aux enfants, la drogue et les agressions de rue, mais aussi les incivilités du quotidien et l'état de nervosité. En particulier, plusieurs groupes se sont émus de la perte de cordialité, avec la disparition de la systématisme du « *Bonjour* », vécue comme une forme de mini-agression quotidienne. Pour nos participants, ici comme lors de précédents groupes qualitatifs, la perte de cordialité est révélatrice d'un monde où les rapports sociaux se durcissent, où chacun est sur le qui-vive et où l'aspiration au « *cocon* » est vécue comme l'ultime moyen d'échapper à l'âpreté des rapports sociaux. De ce point de vue, l'expression de « *réarmement civique* » récemment employée par le Président de la République, qui vise notamment à remédier à ce qu'il décrit comme un « *effondrement de la civilité* », frise la

contradiction, en juxtaposant une image violente (les armes) à la quête de civisme dont la fonction est précisément de contenir les pulsions violentes.

Le groupe des Laissés pour compte illustre bien l'éclatement des formes perçues de violence, des attentats sanglants aux mamans irritées à l'école :

*« On n'entend que ça : des agressions, des disparitions ... Ça me rappelle les attentats. On a l'impression que ça revient progressivement »*

Gérard, 64 ans, Aubigne Racan (Laissés pour compte)

*« Tous ces jeunes qui vont tuer leur prof, leurs parents, leurs amis. Comment c'est possible ? C'est la société tout entière qui devient agressive »*

Madeleine, 53 ans, Le Crest (Laissés pour compte)

*« On a vraiment l'impression que les gens sont sur les nerfs. La façon de parler aux autres n'est pas correcte. Il faut voir les mamans de l'école, ou lorsqu'on fait nos courses, on peut nous pousser méchamment... Les gens sont irritables »*

Enora, 25 ans, Quatremare (Laissés pour compte)

Notre constat, c'est que tout se passe comme si dans la tête de nos interrogés s'était formé un agrégat de violence, rassemblant sur un même plan les micro-agressions du quotidien et les attentats terroristes. **La différence de nature entre les différents épisodes de violence s'estompe peu à peu, pour former un grand tout homogène (« les violences »)**. Chaque nouveau fait divers, chaque nouvelle anecdote, chaque incivilité, petite ou grande, renforce la perception d'un agrégat puissant qui grossit et se solidifie. **Pour qualifier ce phénomène, nous pourrions parler d'un mécanisme de floculation** : en chimie, il désigne un phénomène d'agrégation de matières en suspension dans une solution, aboutissant à la formation d'agrégats plus importants.

Pour filer la métaphore, la question est de savoir quels sont les floculants, comprendre : les substances qui provoquent la floculation.

## L'audiovisuel ou la mise en abîme de la violence

Le premier floculant qui émerge des échanges n'est autre que **l'audiovisuel** (entendu dans un sens très large). La plupart de nos interrogés considèrent que la violence règnerait partout, des jeux vidéo aux émissions de divertissement en passant par les séries et les films. Nos participants déplorent unanimement cette omniprésence, qui semble alimenter le sentiment de charge mentale de la violence, par une porosité entre la fiction et le réel dont certaines prennent conscience en la décrivant. Et quoiqu'ils se disent choqués par cette violence permanente, les enquêtés en sont tous consommateurs. Très regardés, ces contenus audiovisuels exerceraient au quotidien une sorte de micro-influence néfaste, agissant tels des « *minuscules doses d'arsenic* »<sup>6</sup>. C'est ce qu'illustre cet échange entre Stabilisateurs :

*« Même de la petite violence, dans les séries, il n'y a que ça. La violence est partout, accessible par tous. Regardez le jeu vidéo GTA : je ne sais pas au combien-tième numéro on en est ... »*

Clément, 29 ans, Fontaines en Sologne

*« Nous, à notre époque, c'était les Westerns et les films de cap et d'épée ... »*

Gérard, 64 ans, Aubigne Racan

« *Oui, mais c'était tellement mal fait. Regardez Terminator ou L'assurance tout risque, on savait que c'était du cinéma, du ketchup ... aujourd'hui, tout est trop réel, trop réaliste* »

Thomas, 42 ans, Chateaubourg

« *Il n'y a qu'à voir le langage utilisé dans les séries en prime time ! Comment ils osent ... ! Je me dis souvent : mais c'est pas possible, comment ça peut passer à la télé, ça ?! On voit à la télé la même chose qu'on voit dans la rue !* »

Madeleine, 53 ans, Le Crest

Une participante signale même l'irruption de contenus violents dans les publicités durant des jeux destinés aux enfants :

« *Prenez un jeu de téléphone portable tranquille, gentillet, où il s'agit de tenir une ferme, par exemple. Les pubs gratuites qui apparaissent, la plupart du temps, ce sont des pubs où on voit des gens tués, égorgés, avec du sang partout ... Je m'imagine des enfants qui jouent à ces jeux pour se détendre, et pour qui on met des pubs très violentes !* »

Agathe, 57 ans, Le Pin La Garenne (Identitaires)

Une émission mythique est régulièrement citée par différents groupes : *Faites entrer l'accusé*. Dans cette émission créée en 2000 pour *France Télévisions*, chaque épisode revient sur une affaire criminelle qui a défrayé la chronique judiciaire. Elle en est aujourd'hui à sa 24<sup>e</sup> saison. Selon nos participants, dans une étonnante inversion, l'émission alimente la confusion entre fiction et réalité.

« *Faites entrer l'accusé, on a l'impression que c'est du divertissement. On est quand même plus détachés que si c'était notre voisine qui s'était fait agresser ...* »

Laeticia, 37 ans, Le Rheu (Attentistes)

Le rapprochement se fait donc dans les deux sens, produisant **une forme de mise en abîme : par son hyper-réalisme, la fiction se confond avec le réel, tandis que les émissions relatant des faits réels font penser à de la fiction, si bien que l'on ne sait plus lequel des deux est un reflet de l'autre.**

On remarque que les Stabilisateurs, eux, regrettent l'esthétisation de la violence par la fiction :

« *Dans le cinéma et les séries, on fait quand même souvent l'apologie du gangster. Ça contribue quand même à une certaine banalisation de la violence* »

Marilyne, 58 ans, Sévrier

« *Oui, je trouve qu'on met trop souvent en avant l'agresseur. La fiction, elle pourrait sensibiliser si elle mettait plutôt en avant la victime* »

Emma, 26 ans, Coulombs

« *Avec tous les nouveaux films, comme After par exemple, on banalise les relations toxiques. Aujourd'hui, on fait l'apologie de la douleur, comme si c'était normal de vivre et d'avoir mal !* »

Clara, 28 ans, Villaudric

« *À croire que le monde entier est toxique ...* »

Emma, 26 ans, Coulombs

Au fond, du gangster de *Casa de Papel* (Netflix) au violeur de la Sambre, qui a fait l'objet d'une série documentaire produite par *France Télévisions*, en passant par les méfaits commis dans *GTA*, les contenus audiovisuels accréditeraient l'idée d'une violence qui règnerait partout, sous des formes et des registres les plus divers. Et plus encore qu'une banalisation de la violence, on assiste à une déhiérarchisation des modalités de violence.

## Les médias et la « société de la peur » : miroir fidèle ou déformant de la violence ?

Le second foculant, ce sont les médias. Parmi nos participants, deux thèses s'affrontent sur le rôle des médias dans la perception de la violence. D'un côté, ceux qui estiment qu'ils ne font que refléter l'état réel de la violence dans la société : ils sont très minoritaires, et sur-représentés chez les Identitaires. Lorsqu'une participante du groupe des Identitaires déclare « *Franchement, s'il y avait moins de média, il y aurait moins de problèmes* » (Agathe, 57 ans, Le Pin La Garenne), elle se fait vertement reprendre par ses camarades : « *Non, ils ne font que le constat de ce qu'on voit sur le terrain* » (Henri, 64 ans, Landunvez) ; « *Oui, ils disent la vérité* » acquiesce Nathalie, 40 ans, Azay-sur-Thouet.

De l'autre côté, on retrouve **la grande majorité des participants qui estiment, au contraire, que les médias ne se bornent pas à représenter le réel mais agissent aussi fortement sur lui :**

« *Les médias installent une psychose. Je ne suis pas persuadé qu'il y a plus d'antisémitisme et de racisme qu'avant, c'est juste que maintenant, on en parle davantage* »

Luc, 42 ans, Saint Armel (Attentistes)

« *Il y a toujours eu des violences ... La différence, aujourd'hui, c'est qu'on les visibilise. Avant, on ne les lisait que dans les journaux locaux ; maintenant, on a les chaînes d'infos en continu, les réseaux sociaux, les alertes Google sur notre téléphone ... On a connaissance d'absolument toutes les choses horribles qui se passent partout dans le monde !* »

Nathan, 44 ans, Louches (Identitaires)

« *La société est plus violente parce qu'on la médiatise : si on enlève la presse, la télé et les réseaux sociaux, tout ce qui reste, dans mon quotidien, ce sont des petites histoires d'enfants au lycée* »

William, 48 ans, Herouville (Stabilisateurs)

Comme nous l'avions montré dans notre étude *Information, cinquante nuances de défiance*, les Laissés pour compte ont une sur-sensibilité critique vis-à-vis des médias, qu'ils jugent responsables de l'augmentation de la violence, de plusieurs façons : en créant une « *société qui a peur* » ; en jouant sur la connotation de tel ou tel fait divers (un « *attentat* » plutôt qu'une « *bagarre* ») ; et même en donnant des idées aux auteurs de troubles, dénonçant un effet performatif de la médiatisation de la violence.

« *Sur BFM, ils en parlent pendant des heures, des heures et des heures. Ça crée de la peur, et c'est jamais bon, d'avoir une société qui a peur* »

Madeleine, 53 ans, Le Crest (Laissés pour compte)

« *À mon époque, les attentats, on appelait ça des bagarres. C'était pas autant médiatisé, il n'y avait pas de récupération politique derrière. Je crois que les médias font beaucoup de mal en hyper-médiatisant* »

Gérard, 64 ans, Aubigne Racan (Laissés pour compte)

« *Il n'y a pas si longtemps, on n'entendait jamais parler de voitures brûlées au Réveillon. Un jour, on a parlé de trois voitures brûlées, ça a donné l'idée à d'autres, on en a eu 5, puis 10, etc.* »

Gérard, 64 ans, Aubigne Racan (Laissés pour compte)



En l'état, précisons que la recherche n'a pas établi qu'il y aurait un lien direct et explicite entre le fait de montrer de la violence sur les écrans et l'agressivité voire le passage à l'acte violent<sup>7</sup>.

Inflation, banalisation, esthétisation et déhiérarchisation - tout semble concourir à cette mise en abîme de la violence par l'audiovisuel et les médias : réalité et fiction, dans un double effet miroir, se ressemblent de plus en plus et s'alimentent mutuellement.

**Ces témoignages confirment également notre constat d'un rapport pathologique aux médias, entre addiction et overdose, en particulier chez les Identitaires et les Laissés pour compte<sup>8</sup>** : nombre de participants reconnaissent que la consommation intensive de chaînes d'information en continu est néfaste pour leur santé psychique et celle de la société tout entière, mais semblent ne pas pouvoir s'en empêcher. Ces chaînes sont leur pharmakon, à la fois remède qui apaise momentanément leur angoisse en y apportant des réponses, mais aussi poison qui la renforce.

*« Si les gens sont devant leur télé, c'est par inquiétude, ils veulent savoir s'il y a encore de nouveaux faits divers, on ne veut pas passer à côté »*

Henri, 64 ans, Landunvez (Identitaires)

## Quelles évolutions de la violence en France ?

### *Les données de référence sur la violence*

Que disent les données objectives sur l'évolution de la violence dans la société française ? Les débats autour des données de référence sur ce sujet dévoilent une réalité complexe.

Depuis l'Ancien régime jusqu'à nos jours, de nombreux travaux constatent une diminution très nette de la violence physique, et notamment des homicides, dans tous les pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord<sup>9</sup>. Ce phénomène s'explique par une tendance générale à la pacification des sociétés, liée à la mise en place par l'État d'administrations et de cadres étatiques, à travers des politiques publiques, qui ont régulé les comportements des individus. Cette évolution s'est aussi accompagnée d'une pacification lente mais réelle des sensibilités.

Toutefois, il reste difficile d'établir un portrait fin de l'évolution du niveau des violences dans la société française, même sur une période récente. Premièrement, la violence est un terme polysémique qui recouvre des faits de natures très variées dont il est difficile de rendre compte d'un bloc. Ensuite, en dépit de la production toujours plus importante de chiffres par les services de police et de gendarmerie, l'évolution de la violence et de la délinquance dans la société française demeure difficile à apprécier au regard des remontées administratives policières pour plusieurs raisons : manque de continuité des indicateurs statistiques, changements de législation et du périmètre de la loi

sur les crimes et délits, plus grande propension des victimes à porter plainte, activité d'enregistrement plus intense du côté des institutions, etc.<sup>10</sup> Tous ces changements peuvent affecter les chiffres des violences, indépendamment de l'évolution des faits. Ainsi, la meilleure connaissance des violences ne se confond pas nécessairement avec leur augmentation. C'est par exemple le cas ces dernières années des violences sexistes et sexuelles, et des violences faites aux femmes et aux enfants : les chiffres, clairement à la hausse, correspondent sans doute davantage à une augmentation des plaintes consécutives à la montée en puissance de ces enjeux dans le débat public, qu'à une augmentation des faits, par ailleurs encore sous-documentés.

Sur un temps court et une période récente, les évolutions des chiffres sont plus faciles à appréhender. En 2023, la plupart des indicateurs de la délinquance enregistrés par la police et la gendarmerie nationales étaient en hausse par rapport aux années précédentes, notamment concernant les atteintes aux personnes<sup>11</sup>. Néanmoins, en moyenne, les espaces ruraux connaissent moins de violences et de criminalité que le reste du territoire : la majorité des actes délinquants concernent 1 % des communes sur le territoire national<sup>12</sup> et les communes sans criminalité sont toujours dans des espaces ruraux.

Face à cette fiabilité relative des chiffres, on se tourne vers les enquêtes de victimation produites par la statistique publique, qui offrent un meilleur tableau de l'évolution des violences dans la société française - sans être exempts de biais et de ruptures de séries provoquées par des modifications de protocole d'enquête. Depuis les années 1990, les niveaux de violences interpersonnelles constatées n'ont pas connu d'augmentation spectaculaire. C'est le cas par exemple des agressions physiques non létales ou ayant entraîné une incapacité totale de travail de plus de huit jours, qui restent dans les mêmes ordres de grandeur entre 1994 et la fin des années 2010<sup>13</sup>. De même, d'après les données de l'enquête Cadres de vie et sécurité (CVS), les vols violents ou avec armes sont en chute presque continue depuis le milieu des années 2000, tandis que les violences physiques hors ménages augmentaient faiblement avant le Covid<sup>14</sup>.

Enfin, en écho direct à nos analyses des perceptions et représentations, le sentiment d'insécurité peut se trouver très éloigné des données objectives<sup>15</sup>, car il répond davantage à la tonalité du débat public et à la médiatisation de certains événements, même s'il semble se maintenir dans le même ordre de grandeur depuis la fin des années 1990<sup>16</sup>.

### *La perception de la violence*

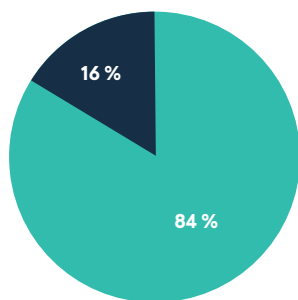
Quand on les interroge, l'immense majorité des Français (84 %) disent ressentir de plus en plus de violence entre les individus dans notre société, et 45 % se disent même tout à fait d'accord avec cette affirmation (graphique 1). Malgré de légers écarts, ce sentiment est partagé quel que soit le sexe, les milieux sociaux, le lieu de vie – quoiqu'il semble encore plus élevé dans les petites

communes que dans les grandes villes (89 % dans les villages, 80 % dans les grandes villes), et quelle que soit la sensibilité politique déclarée<sup>17</sup>. En revanche, comme l'attestent d'autres travaux<sup>18</sup>, le sentiment d'insécurité augmente sensiblement avec l'âge : quand 92 % des 65 ans et plus sont d'accord avec l'idée d'une montée de la violence, ce n'est le cas que de seulement 69 % des 18-24 ans.

Malgré cette perception généralisée d'augmentation de la violence, 87 % des Français disent qu'ils se sentent en sécurité là où ils habitent, et ce chiffre monte même à 94 % parmi les ruraux (graphique 2).

Enfin, le fait de se dire victime ou proche de victimes de violences physiques est beaucoup plus rare, puisque 15 % des Français répondent en ce sens (Graphique 3).

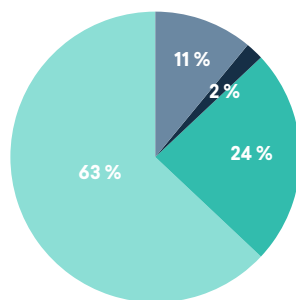
**GRAPHIQUE 1 •** Aujourd'hui en France, je ressens de plus en plus de violence dans notre société, entre les individus



● Sous-total D'accord  
● Sous-total Pas d'accord

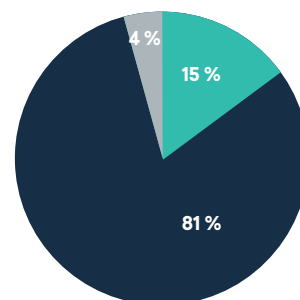
**GRAPHIQUE 2 •** Diriez-vous que là où vous habitez, vous vous sentez en sécurité ?

87 % total de oui  
94 % oui en ruralité



● Oui, tout à fait  
● Oui, plutôt  
● Non, plutôt pas  
● Non, pas du tout

**GRAPHIQUE 3 •** Victime ou témoin dans l'entourage de violences physiques



● Oui  
● Non  
● Ne sait pas

Source graphique 1 et 3 : Enquête Destin Commun réalisée sur un échantillon représentatif de 2 120 Français interrogés en décembre 2023.

Source graphique 2 : Enquête Destin Commun réalisée sur un échantillon représentatif de 4 000 Français interrogés en février 2024.

## La violence culturelle, logiciel identitaire

**Les Identitaires, de leur côté, sont particulièrement sensibles à une forme de violence bien particulière : ce que l'on pourrait appeler la violence culturelle.** Leur crainte, c'est la disparition des repères qui structurent et façonnent leur représentation du monde. Ce qu'ils expriment, c'est leur sensation de voir s'effacer quelque chose qui les dépasse et les relie au

travers d'une chaîne des temps – les traditions. D'où leur attitude de vif rejet de l'étranger, perçu comme étant l'agent d'une transformation irréversible du monde tel qu'ils l'appréciaient. **La violence, au fond, c'est le changement, de quelque bord qu'il vienne, avec ces dénonciations pêle-mêle : immigration, délinquance, mais aussi « wokisme » et écriture inclusive.**

*« Je suis dans un village, la maire qui est d'origine musulmane a décidé de supprimer les décorations pour Noël, alors qu'on est quand même dans un pays catholique ! »*

Nathan, 44 ans, Lourches (Identitaires)

*« Certains veulent éliminer nos traditions ancestrales : il y a les anti-viande, les anti-corrída, les anti-crèche de Noël ... Moi je suis anti-anti ! S'ils n'aiment pas, ils ne sont pas obligés de déguster les autres ! Vouloir imposer ses règles de vie aux autres, c'est quand même fort de café »*

Charles, 69 ans, Liffré (Identitaires)

*« Tintin au Congo, j'ai entendu dire qu'on voulait retirer l'enfant black ... Je ne vois pas pourquoi, c'était l'époque ! »*

Nathan, 44 ans, Lourches (Identitaires)

*« Le wokisme, l'écriture inclusive ... je crois qu'il y a une France profonde qui en a marre »*

Andrée, 67 ans, Saint Sabine (Identitaires)

Rappelons que les Identitaires, dans la typologie de *Destin Commun*, sont notamment caractérisés par un fort attachement à la valeur de pureté, l'un des fondements moraux décrits par le chercheur en psychologie sociale Jonathan Haidt. Cette pureté, appliquée au registre sociétal, va de pair avec l'idée d'une nécessaire permanence dans le temps de la culture et des traditions, à laquelle les revendications dites progressistes ou le multiculturalisme viendraient faire violence en prétendant les faire évoluer.

## La persistance du légitimisme dans le rapport à la violence

Au cours de nos quatre focus groups, nous avons systématiquement posé la question : « *Quels sont les types de violence que vous comprenez, que vous excusez, voire que vous soutenez ?* » La réponse la plus fréquente, c'est qu'il n'y en a pas : « **Aucune violence n'est excusable. Seul le dialogue permet de résoudre les choses** » (Jean-Claude, 61 ans, Brettes, Attentistes). Les Identitaires, en particulier, se révèlent être très légitimistes : l'État ayant le monopole de la violence légitime, seule la police est autorisée à recourir à la force, quand elle le juge nécessaire. A noter, les Laissés pour compte sont les plus enclins à envisager des situations où la violence se révèle nécessaire. « **Pour défendre ses enfants** » (Gérard, 64 ans, Aubigne Racan). « **Je pense que dans certaines situations, on peut en avoir marre** » défend Thomas, 42 ans, habitant de Chateaubourg, en référence aux réactions parfois violentes des policiers, et ajoute : « **Le CRS, il se prend quand même des pavés toute la journée sur la tronche** ».

## Port d'armes : le repoussoir américain

Pour aller au fond du sujet, nous avons posé deux questions tabous, relatives à la possibilité d'octroyer aux individus le droit de porter des armes pour se protéger, et de voir des milices privées patrouiller dans les villes pour sécuriser les rues. Le rejet est massif : « *On irait droit à la*

*guerre !* » s'exclame Tanguy, 23 ans, Hersin (Attentistes). Le sentiment partagé, c'est que ces solutions sont assimilées au « système américain » et à ses dérives. « *Bienvenue en Amérique !* » ironise un autre.

*« Ce n'est pas une solution, parce que la violence appelle la violence. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe dans les cartels de Marseille ou de Bordeaux, où les armes circulent ... »*

Laeticia, 37 ans, Le Rheu (Attentistes)

*« Olala, ça serait le Far West ! Je vais régulièrement aux Etats-Unis, mon fils est là-bas, les gens se baladent avec des guns, croyez-moi on ne se sent pas rassurés ... Non, ce qu'il faut, c'est remettre l'autorité judiciaire sur pieds, pour ne pas en arriver là »*

Henri, 64 ans, Landunvez (Identitaires)

## Appli et groupes anti-violence : apaisement ou entretien de la peur ?

Un participant du groupe des Identitaires mentionne l'existence d'une application du Crédit Mutuel qui, pour 35 euros par mois, permet d'alerter la police et les autres détenteurs de l'application qui seraient aux alentours. Un autre Identitaire fait mention du dispositif *Voisins vigilants*. Lancé en France dès 2002, ce réseau serait aujourd'hui connu par deux Français sur trois<sup>19</sup>, et couvrirait 4 millions de personnes, collaborant avec 1000 mairies partenaires. Si son objectif est a priori de développer les solidarités de proximité pour augmenter la sécurité, **on perçoit l'effet psychologique ambivalent de ce dispositif, fondée sur la présomption implicite et anxiogène d'un risque permanent**. Plus préoccupant, il peut servir à justifier une privatisation de la sécurité et de la violence. Le 12 mars 2024, sur la chaîne CNews, le militant d'extrême-droite et fondateur du média Livre noir Erik Tegnér faisait ainsi l'éloge du réseau Voisins Vigilants en ces termes :

*« Face à l'échec de l'État, tous les moyens légaux que les citoyens peuvent mettre en œuvre pour assurer leur sécurité doivent être possibles : ils doivent pouvoir installer des caméras de surveillance chez eux, éduquer leurs enfants aux arts martiaux pour se défendre, avoir des armes chez soi... Il faut arrêter de dire aux Français que l'État aujourd'hui assure leur sécurité. »* Un autre exemple propre au milieu rural est révélateur de l'effet ambivalent sur le rapport à la violence que peuvent jouer les dispositifs locaux d'entraide et de sécurité. Lors de nos focus groups, Madeleine (53 ans, Le Crest, Laissés pour compte) décrit ainsi le groupe *WhatsApp* créé pour renforcer les liens entre voisins dans son petit village du Puy-de-Dôme : chien perdu, co-voiturage, soirées karaoké... L'outil semble a priori jouer un rôle très positif dans la stimulation des solidarités locales. Mais il est aussi utilisé par le maire pour signaler tout risque - réel ou supposé - de trouble à la quiétude et à l'ordre, quitte à introduire une perception d'insécurité anxiogène : « *S'il y a une voiture qui circule, il nous dit 'Faites attention !'* », rapporte-t-elle.

## Les cas de légitimation de la violence : dernier recours, auto-défense, relégation

**Pour savoir à quel moment les participants font exception à leur principe général de non-violence, nous avons effectué plusieurs tests : en les mettant en situation, et en leur montrant des vidéos de faits violents réels.** On voit alors se dessiner de nouvelles justifications, qu'ils n'auraient pas avancées spontanément.

La violence peut être légitime lorsque le dialogue est rompu ou impossible, ou pour débloquer une situation :

*« Que faire quand parler ne suffit plus ? Les révolutions avec un peu de violence, ça peut faire avancer les choses »*

Laeticia, 37 ans, Le Rheu (Attentistes)

*« Sans aller jusqu'à la violence, faut quand même reconnaître que c'est difficile d'obtenir quelque chose sans bousculer »*

Clara, 28 ans, Villaudric (Stabilisateurs)

Pour nos participants, la violence peut être légitime lorsqu'il s'agit de se protéger d'agressions et de parer au sentiment d'insécurité. En particulier, on note que plusieurs femmes ont déclaré avoir une bombe lacrymogène dans leur sac :

*« Moi, je trouve que pour la vie de tous les jours, c'est normal d'avoir des armes. Pas pour tuer bien sûr, mais pour se protéger. Avec tout ce qui se passe, à la maison, il vaut mieux s'équiper, oui ! Avoir une batte de baseball par exemple. Parce que le cambrioleur, on peut être sûr qu'il viendra armé, lui »*

Thomas, 42 ans, Chateaubourg (Laissés pour compte)

*« Moi j'ai une petite bombe dans mon sac, au cas où on m'agresse »*

Madeleine, 53 ans, Le Crest (Laissés pour compte)

*« Qu'on ait des moyens de se protéger, même si c'est illégal, je l'assume. J'ai toujours une bombe lacrymo avec moi. Sans aller jusqu'à l'arme blanche, je pense qu'on devrait avoir le droit d'avoir un mini-taser ou une bombe lacrymo pour immobiliser »*

Clara, 28 ans, Villaudric (Stabilisateurs)

Enfin, la violence peut être légitime lorsqu'elle est un langage, lorsqu'elle exprime comme elle peut un sentiment de relégation sociale, économique et politique.

*« Pour nous qui habitons des campagnes tranquilles, c'est facile de condamner le pillage d'un Lidl. Je vous demande juste d'aller voir ce qui se passe dans le 20e, comment vivent les gens Porte de la Chapelle. Je ne cautionne pas la violence, mais quand vous voyez des gamins errer toute la journée, il y a une partie de moi qui a envie de comprendre »*

Luc, 42 ans, Saint Armel (Attentistes)

Une dernière question a été abordée : celle de la guerre civile. L'extrême droite identitaire, convaincue qu'elle est inévitable dans les années à venir, a considérablement contribué à mettre la question dans le débat public. Qu'en est-il de nos participants : estiment-ils qu'il pourrait survenir une guerre civile en France dans les années à venir ? *A contrario* d'une perception d'inéluctabilité de la guerre civile qui tend à être poussée par certains commentateurs, généralement, l'option est ici balayée d'un revers de la main. C'est au sein du groupe des Stabilisateurs, les plus soucieux de la préservation de la cohésion sociale, que le sujet a été le plus pris au sérieux, comme le montre cet échange entre trois participants :

*« Je ne crois pas à la guerre civile. J'ai confiance dans nos institutions, dans la démocratie, dans la République, elles protègent bien la population de tout ça »*

Guillaume, 60 ans, Challe

*« Je suis plus mitigée. Je n'ai pas cette confiance dans nos institutions. Vu tous les débordements et dérapages qu'on a en ce moment, j'ai l'impression qu'on a franchi une étape, qu'on est arrivés à un stade de violence ... »*

Marilyne, 58 ans, Sévrier

*« Je suis d'accord. Politiquement, quand on voit tout ce qui se passe, même si on est très protégés, ça peut très bien nous arriver. On n'est pas si loin que ça, en fait »*

Clara, 28 ans, Villaudric

# 3

## Des migrants à la campagne

Au cours de l'année 2023, le débat sur la nouvelle loi sur l'immigration a ravivé les clivages au sujet du lien supposé entre immigration, délinquance et violence. Cette question a été particulièrement présente dans le débat public lors de la survenue de plusieurs faits divers impliquant le décès de jeunes dans des communes rurales (mort du jeune Enzo à la Haye-Malherbe, dans l'Eure, en juillet 2023, et du jeune Thomas à Crépol, dans la Drôme, en novembre 2023).

**Afin de mieux comprendre les déterminants spécifiques du rapport à l'immigration en milieu rural, nous avons soumis les participants de nos focus groups, tous résidents de communes rurales de moins de 15 000 habitants, à des mises en situation concrètes, permettant de dépasser les discours théoriques.** Les scénarios que nous leur avons décrits étaient comparables à des épisodes où des projets de dispositifs d'accueil de personnes migrantes ou réfugiées en milieu rural ont donné lieu à une opposition violente organisée par l'extrême-droite identitaire. Il s'agit en l'occurrence des communes de Callac et de Saint-Brévin, toutes deux localisées en Bretagne, qui font l'objet d'une étude de cas spécifique à l'issue de ce rapport.

Nous avons demandé à nos participants de se mettre dans la situation suivante : « *Vous apprenez par le bouche-à-oreille que la mairie de votre village envisage d'installer un centre d'accueil pour migrants* ». Dans un premier temps, nous restions volontairement vagues, avant de progressivement introduire de nouvelles précisions pour tester l'évolution de la perception : les « *migrants* » devenaient des « *familles de réfugiés en situation régulière* », puis nous précisions leur nombre, leurs conditions d'installation, etc.

Les réactions des participants font tout d'abord apparaître des terrains de questionnements communs. En première intention, on retrouve trois types d'interrogations similaires dans les quatre groupes interrogés, qui correspondent à des inquiétudes de fond partagées par les Français.

### L'immigration dans la ruralité : un simple déplacement de la misère ?

En premier lieu, on trouve des interrogations autour du choix d'installer des migrants à la campagne, qui se résument par une question : « *pourquoi ici ?* ». Les uns, se plaçant du côté des migrants, désapprouvent l'idée de les éloigner des centres urbains, rendant plus difficile leur intégration. Les autres, se plaçant du côté des habitants, se demandent ce qui a bien pu leur tomber sur la tête (« *qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* »). **En creux, on entend la crainte de voir survenir une nouvelle contrainte qui aggraverait les difficultés du territoire, mais aussi une préoccupation sincère pour la capacité d'intégration des personnes accueillies.** On retrouve ici la question de l'éloignement des services de proximité - contrainte, on l'a vu, dont témoignent unanimement les participants en commentant leur propre vie.

*« Franchement, j'irais voir le mec en lui disant que c'est une vraie connerie d'installer des migrants à 20km des centres urbains et des centres de décision, où il y a les préfectures, les services sociaux, les services médicaux. Ce serait le pire à faire pour empêcher l'intégration de gens qui arrivent de pays étrangers. »*

Guillaume, 60 ans, Challes (Stabilisateurs)

*« Mon cœur balancerait. Je suis quelqu'un d'assez ouverte, et je pense qu'on a besoin d'aider les personnes en difficultés. Mais pourquoi ici ? Est-ce qu'on résout vraiment leurs problèmes en les installant dans un petit village, loin de tout ? Ils seront perdus, il n'y a rien à faire autour ... »*

Oriane, 42 ans, La Gouesniere (Laissé pour compte)

## La question du financement

Deuxième thématique présente dans l'intégralité des groupes interrogés : la question du financement. Certains parlent de « *coûts* » et se demandent ce que cela risque de leur coûter à eux, habitants. D'autres parlent plutôt de « *moyens* », comprendre : les financements à mobiliser pour rendre leur intégration possible.

*« Je ne suis pas contre, mais à quel coût ? Et qui va le financer ? »*

Tanguy, 23 ans, Hersin (Attentistes)

*« C'est joli sur le papier, mais est-ce que les conditions sont bonnes, est-ce qu'on met les moyens ? Dans bien des cas, des camps se forment dans des conditions absolument horribles »*

Julien, 41 ans, Vernou sur Brenne (Stabilisateurs)

## L'exigence démocratique : la crainte d'un 49.3 municipal

Autre interrogation partagée, la question de la prise de décision et le sentiment d'un déficit démocratique. Ce qu'on perçoit, en toile de fond, c'est le sentiment d'une perte de souveraineté locale : ce qui provoque l'incompréhension, voire l'animosité, c'est que le maire puisse être en situation de décider seul, sans prendre en compte l'avis de sa population. **Ce qui crispe, c'est le fait d'être « mis devant le fait accompli » (l'expression revient plusieurs fois) par une forme de 49.3 municipal.** La référence spontanée à cet article de la Constitution mobilisé à plusieurs reprises par la Première ministre Elisabeth Borne au cours de l'année 2023 pour faire adopter des textes législatifs contre l'avis du Parlement démontre qu'il est aujourd'hui devenu le symbole ultime du déni de démocratie, décliné à toutes les échelles. Dans une récente étude de Destin Commun sur les élections européennes de juin 2024<sup>20</sup>, un participant, déplorant l'opacité du fonctionnement des institutions européennes, avait ainsi posé cette question : « Est-ce qu'ils ont un 49.3 européen ? »

*« Je trouverais ça très important que le sujet soit discuté en amont, qu'on ne soit pas mis devant le fait accompli ... La seule chose qui me ferait aller à une manifestation d'opposition, ce serait qu'il n'y ait eu aucune concertation, qu'on nous mette devant le fait accompli, que les gars arrivent demain, quoi »*

William, 48 ans, Herouville (Stabilisateurs)

*« C'est au peuple et aux habitants de prendre la décision, pas au maire tout seul dans son coin ! Ce qui manque, c'est le dialogue. Tout est mis devant le fait accompli. C'est comme avec le 49.3, y'a plus de démocratie, on impose : c'est ça qui crée l'essentiel des problèmes. »*

Jean-Claude, 61 ans, Brettes (Attentistes)



Dernier terrain de questionnement commun, l'identification des facteurs qui permettent une meilleure intégration : avoir un travail (vs. être au chômage), parler la langue française, venir en famille (plutôt que seuls).

Mais au-delà de ces interrogations partagées, sur d'autres thématiques structurantes, les réactions diffèrent nettement d'un groupe à l'autre.



## Le spectre du « Grand Remplacement » ou le complotisme civilisationnel (Identitaires)

Quand on questionne les menaces associées à l'installation de migrants à la campagne, **il y a une vraie spécificité du groupe des Identitaires, qui sont les seuls à mobiliser de façon consciente et digérée une grille de lecture idéologico-politique très utilisée à l'extrême droite : celle du « Grand Remplacement ».**

On le voit, d'abord, à la récurrence de questionnements autour du nombre de migrants à accueillir. « On en accueille 10 ou 500 ? ça change la donne, quand même » interroge Nathalie (40 ans, Azay-sur-Thouet), qui ajoute : « *Si ce sont des familles, combien sont-ils au total ? 10 familles, ça peut faire 100 personnes !* ». D'ailleurs, l'installation de réfugiés mobilise immédiatement l'imaginaire du « *camps de migrants* », avec tout ce qu'il charrie de lieux surpeuplés par des individus concentrés au même endroit.

On le voit, ensuite, à la prégnance des craintes exprimées sur l'origine (ethnique, culturelle) des migrants, comme en témoigne l'échange ci-dessous entre deux Identitaires :

« *Les Ukrainiens en France, il n'y a aucun problème, c'est donc un problème culturel et culturel ...* »

Henri, 64 ans, Landuvez

« *A la Porte de la Chapelle, on n'a jamais entendu parler de rixes entre Chinois et Français ! Il y a quand même des cultures qui ne s'entendent pas avec les nôtres ...* »

Charles, 69 ans, Liffré

Un lien est explicitement fait entre immigration, origine ethnique et violence :

« *On le voit tous les jours dans les reportages : ceux qui posent problème, je suis désolé, ce ne sont pas des blancs ...* »

Nathan, 44 ans, Lourches (Identitaires)

Si d'autres groupes partagent la préoccupation du nombre de personnes accueillis, ce qui distingue les Identitaires, c'est la prégnance de la lecture complotiste qui fait converger, dans leur vision, l'ennemi du dehors (le migrant) et l'ennemi du dedans (les élites). À écouter les Identitaires, les décisions prises par le maire seraient le résultat d'un plan caché destiné à nuire. Dans ce schéma de pensée, le maire n'est pas tant le principal coupable, comme l'estiment les autres groupes interrogés, que la première victime :

« *C'est au plus haut sommet de l'Etat que ça se décide, le maire n'a rien décidé* »

Henri, 64 ans, Landuvez (Identitaires)

« *En installant un centre d'accueil de migrants près d'une école, les petits enfants voient des gens de couleur tout près, ils s'habituent au multi-culturalisme. C'est pas bête, tout est réfléchi ...* »

Charles, 69 ans, Liffré (Identitaires)

Si la réalité d'une volonté étatique imposée aux élus locaux est démontrée dans les cas de Callac et de Saint-Brévin (voir étude de cas), **ce qui caractérise les Identitaires, c'est l'idée d'une visée idéologique de « remplacement » civilisationnel, plutôt que d'un pragmatisme visant une répartition équilibrée de l'immigration sur le territoire national.**

Plusieurs participants lient la question de l'installation des migrants à la campagne à celle des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP). Mais on distingue ici deux versions : pour les Identitaires, les JOP sont un prétexte pour accélérer le *Grand remplacement*. Les Laissés pour compte, eux, y voient simplement une façon de "déplacer la misère", et sont sceptiques quant à son efficacité.

Cette nuance révèle, entre ces deux groupes, deux perceptions fondamentalement distinctes de la menace : là où les Identitaires voient une double menace avec l'ennemi du dehors (le migrant) et l'ennemi du dedans (les élites), qui se rejoignent dans la volonté supposément concertée de les « grand-replacer », **l'hostilité des Laissés pour compte est davantage dirigée contre les élites que contre les migrants. Leur vision de l'immigration est économique et sociale plutôt que culturello-identitaire.**

*« Oui, l'État veut dispatcher tout ça, les JO c'est du pain béni pour le faire. Ça a commencé dans les villes moyennes, et maintenant dans les villages ... et c'est pas fini ! Il y aura d'autres projets de ce type, ce n'est que le début »*

Henri, 64 ans, Landunvez (Identitaires)

*« En voyant les Jeux Olympiques, je me dis qu'on aura réussi à déplacer les problèmes sans les résoudre. Pour que tout soit beau et propre, on déplace la misère dans les campagnes »*

Thomas, 42 ans, Chateaubourg (Laissés pour compte)

S'agissant de la conception culturello-identitaire de l'immigration, on constate que les termes « *Islam* » et « *Musulman* » ne sont presque jamais mentionnés dans les discussions, dans aucun des groupes interrogés : seulement un participant parmi les Identitaires et un parmi les Stabilisateurs y font explicitement référence. La grille du *Grand Remplacement* étant prégnante chez les Identitaires, on aurait pu croire que la question religieuse serait évoquée plus spontanément. Difficile de savoir si c'est par auto-censure, omission volontaire, ou si elle est tellement évidente aux yeux des Identitaires qu'il n'est même plus utile d'en parler ...

En-dehors du groupe des Identitaires, les cas d'hostilité franche et nette au projet d'installation de migrants à la campagne sont rares, et liés à une situation vécue postulant un lien entre immigration et délinquance :

*« Je suis très opposé à ce projet, c'est hors de question pour moi. On a un camp à 20km de chez nous, là où on fait nos courses, il y a une augmentation de 30 % des agressions, les hôtesse d'accueil du Leclerc ne peuvent plus sortir seules le soir. C'est hors de question ! »*

Jean-Claude, 61 ans, Brettes (Attentistes)

La dimension culturelle de l'opposition à l'immigration est néanmoins évoquée ponctuellement aussi dans d'autres groupes constituant ce que *Destin Commun* appelle le « milieu ambivalent » (Stabilisateurs notamment), mais de manière plus timide et moins structurée.



## La crainte d'une concurrence des publics (Laissés pour compte)

Dans la typologie de *Destin Commun*, les Laissés pour compte constituent l'une des franges les plus désengagées de la population. En colère contre « le système », défiants, ils se sentent abandonnés par la société et trahis par les pouvoirs publics. **C'est ce sentiment d'abandon qui surdétermine leur relation aux étrangers**, comme en atteste ce verbatim :

*« La France, c'est un Titanic dont on aurait donné les bateaux de sauvetage aux autres, alors qu'il n'arrive pas à s'en sortir lui-même »*

Thomas, 42 ans, Chateaubourg (Laissés pour compte)

Dès lors, ce qui domine leur ressenti lorsqu'on les teste sur un projet d'installation de migrants dans leur village, c'est ce que Destin Commun a identifié dans de précédents travaux comme **un phénomène de « concurrence des publics » : eux, habitants de zones rurales, se voient soudainement mis en concurrence (de moyens, d'attention) avec des étrangers.**

*« Quitte à ouvrir des structures, autant les ouvrir pour les enfants français qui sont dans la misère. Il y a des enfants français qui couchent dehors ! »*

Gérard, 64 ans, Aubigne Racan (Laissés pour compte)

*« Moi, j'ai mis un an à trouver un logement pour faire venir ma famille ici, alors que je travaille. J'ai dû vivre six mois en foyer, parce qu'il n'y avait aucune offre de logement. Et à côté, on va rapidement trouver des moyens pour aider les personnes étrangères. Je trouve pas ça normal »*

Thomas, 42 ans, Chateaubourg (Laissés pour compte)

On relève aussi des occurrences de cette idée d'une concurrence des publics chez les Stabilisateurs et les Identitaires, mais de manière moins centrale.

*« Je ne voudrais pas qu'ils prennent la place des Français qui cherchent des logements sociaux. En général, les réfugiés on leur donne gracieusement plein de trucs, à la place de Français qui triment »*

Nathalie, 40 ans, Azay-sur-Thouet (Identitaires)

*« Si le projet nécessite des crédits municipaux, il ne faudrait pas que ça soit au détriment de la cantine du village, par exemple ! »*

William, 48 ans, Herouvillette (Stabilisateurs)

Les Laissés pour compte se distinguent nettement des Identitaires par l'absence d'hostilité a priori vis-à-vis de l'étranger, et l'expression spontanée d'une empathie face à la misère. Comme l'a très bien montré le dernier film du réalisateur Ken Loach, *The Old Oak* (2023), qui met en scène l'arrivée de réfugiés syriens dans un petit village du nord de l'Angleterre, la question est la suivante : **qu'est-ce qui dominera la population des Laissés pour compte, entre le ressentiment lié à une expérience personnelle de déclassement, ou l'humanisme que l'on sent toutefois poindre dans les discussions ?**

*« Ça me ferait peur. Parce que ... on peut malheureusement devenir migrants, nous aussi. »*

Oriane, 42 ans, La Gouesnière (Laissé pour compte)

*« Moi aussi, je suis partagé sur la question. Il faut un élan de solidarité, leur venir en aide, mais à côté de ça, moi aussi j'aurais peur de maladies. Mais mon cœur balancerait plutôt pour l'accueil »*

Clément, 29 ans, Fontaines en Sologne (Laissés pour compte)



## Le mode gestion de projet et le conservatisme par procuration (Stabilisateurs)

C'est du côté des Stabilisateurs qu'on a trouvé l'approche la plus rationnelle, posée et réfléchie de la question, qu'ils ont abordée sur le mode de la gestion de projet. Interrogés sur le projet d'installer des migrants dans leur village, les Stabilisateurs répondent « *Oui, mais* », et expriment un questionnement exigeant sur le « *pourquoi* » et le « *comment* ». **Ils interrogent les conditions de faisabilité du projet, sans passion excessive, avec des questions concrètes, hors de toute grille de lecture idéologique, morale ou politique.** Si eux aussi posent la question du nombre de personnes accueillies, elle est évoquée sur un mode plus factuel et moins défensif que chez les Identitaires.

*« Il faudrait que le projet soit un peu mieux défini : d'où ils viennent, pour quelles raisons, pour combien de temps, dans quelles conditions, dans quel état d'esprit, quels moyens sont mis en place, etc »*

Marilyne, 58 ans, Sévrier (Stabilisateurs)

*« C'est bien beau de prendre ce genre de décisions, mais il faut que ça soit réfléchi ... J'aimerais connaître le bien-fondé du projet, avec un travail en amont. Avec un accompagnement, un vrai projet, une réflexion aboutie, et un vrai travail de pédagogie.»*

William, 48 ans, Herouvillette (Stabilisateurs)

*« J'aurais des questions très concrètes : quel est le projet, dans quel lieu, pour combien de personnes ? »*

William, 48 ans, Herouvillette (Stabilisateurs)

L'analyse révèle par ailleurs chez les Stabilisateurs ce qu'on pourrait appeler **un conservatisme par procuration** : ils peuvent d'autant plus se permettre de revendiquer des valeurs humanistes qu'ils se sont installés dans des zones rurales qu'ils décrivent souvent comme « *la vieille France* », où la majorité des habitants auront a priori un réflexe conservateur. Autrement dit, c'est **un progressisme de proclamation**, qui est d'autant moins risqué à revendiquer qu'il n'a aucune chance de s'imposer dans son environnement local :

*« Moi, ça ne me poserait aucun problème de voir des migrants s'installer près de chez moi, mais ça n'arriverait jamais dans mon village : il y a trop de xénophobes chez moi ! Ça reste la 'vieille France' »*

Clara, 28 ans, Villaudric (Stabilisateurs)



Callac

Saint-Brévin

# De Callac à Saint-Brévin : anatomie d'un abandon

Callac, petite ville bretonne (département des Côtes-d'Armor) de 2 200 habitants, situé à 28 km au sud-ouest de Guingamp, a été, de 2022 à 2023, l'épicentre d'une bataille politique animée par l'extrême droite identitaire, à l'échelle locale puis nationale. **Callac, c'est l'histoire d'une ville traditionnellement de gauche qui, en moins d'un an, a vu le rouleau compresseur identitaire parvenir à empêcher un projet d'installation de familles de réfugiés.**

Quelques mois plus tard, le domicile du maire de Saint-Brévin-les-Pins, station balnéaire de 13 000 habitants en Loire-Atlantique, est incendié à la suite d'une opposition violente à l'implantation d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile. Les similitudes entre ces deux épisodes sont frappantes. **Comment en est-on arrivé là ? Comment peut-on décrire la « méthode Callac » ensuite reprise à Saint-Brévin, et quelles ont été les réactions de la population de ces deux communes face à cet emballement de violence ?**

La présente note s'appuie sur une recherche documentaire (ouvrages, articles et coupures de presse relatifs à ces deux épisodes), ainsi que sur quatre entretiens individuels menés avec des acteurs locaux de Callac et de Saint-Brévin.

## I. Callac : chronologie et analyse des faits

### La genèse du projet Horizon, entre accueil de réfugiés et revitalisation rurale

À l'origine, une initiative privée : le projet Horizon . Porté par les fonds de dotation *Merci*, fondé en 2009 par Marie-France et Bernard Cohen, deux entrepreneurs de la région parisienne, le projet « Horizon » poursuit l'objectif de « prouver par l'exemple qu'une autre forme d'accueil des populations réfugiées est possible, différente des traditionnels centres d'hébergement temporaire ». Avec une vision forte : l'immigration, qui est un fait, doit être pensée comme une opportunité et non comme un problème. Comme l'indique leur site internet, le projet Horizon est pensé sur un modèle gagnant-gagnant consistant à organiser dans un village l'accueil de « *personnes réfugiées qui, grâce à leurs savoir-faire, participeront au développement d'activités économiques, sociales et culturelles, répondant aux besoins d'un territoire* ».

La phase de préfiguration, menée dès 2018, permet aux fonds de mener de nombreux entretiens avec des élus ruraux, des associations de terrain, des psychologues, architectes, sociologues pour affiner le projet. L'objectif est d'identifier un premier lieu d'implantation et de faire de ce « village pionnier » un modèle duplicable.

**Le pragmatisme préside dans les choix initiaux posés pour le projet : prévoir uniquement l'accueil de personnes en situation régulière, moins sujettes au risque d'expulsion, et ne pas fixer à l'avance le nombre de personnes à accueillir, ajusté au fur et à mesure selon les besoins et les capacités d'intégration locales.**

À l'issue d'un appel à candidatures assorti d'un document de 200 pages transmis à plusieurs municipalités, c'est la ville de Callac qui a été retenue, comme l'annonce le journal *Le Télégramme* de Brest dans son édition du 12 avril 2022 – soit deux jours seulement après le premier tour de l'élection présidentielle de 2022. Pourquoi ce chef-lieu de canton des Côtes d'Armor ? « *Il n'y a pas eu besoin de convaincre Callac* », nous explique Chloé Freoa, déléguée générale des fonds *Merci*<sup>21</sup>. « Nous avons beaucoup échangé avec les élus callacois, et nous avons identifié des besoins, poursuit-elle. *Il y avait 18 % de chômage et 75 emplois non pourvus, notamment dans le bâtiment, l'aide aux personnes et le commerce. Il y a aussi une tradition d'accueil en centre-Bretagne, cela se passe bien* ». De fait, la commune de 2 200 habitants avait déjà accueilli une trentaine de réfugiés suite à la crise syrienne.

**La mairie de Callac, de son côté, y voit dès le début une opportunité répondant aux besoins locaux** « *On a le train, une gare, un bon accès aux soins, une école : on cohabit toutes les cases pour accueillir une population variée, avec des familles* » témoigne Laure-Line Inderbitzin<sup>22</sup>, qui était alors première adjointe au maire de Callac et en première ligne sur ce projet. « *On avait des obstacles multiples à l'embauche, notamment un problème de logement, avec 40 % de vacances dans le cœur de Callac, mais des logements vétustes, donc peu de logement pour des gens qui voudraient venir travailler* », précise-t-elle. Deuxième défi : une population extrêmement vieillissante : « *Quand on envoie les invitations pour les repas des anciens organisés par le CCAS pour les plus de 70 ans, on invite un tiers du village !* », témoigne l'ancienne élue.

## Lancement du projet et premiers signes d'opposition

Après un an d'échange et de travail et la signature d'une convention de partenariat entre la municipalité et le fonds de dotation, **le 14 avril 2022 se tient à Callac une première réunion publique, organisée par les fonds *Merci*, pour expliquer le projet à la population : une soixantaine de personnes y participent, sans encombre.** Dans la salle, Denis Lagrue, ancien adjoint au maire engagé depuis années avec son épouse Sylvie dans divers projets associatifs locaux. Il se souvient d'avoir entendu lors de cette réunion deux femmes s'exprimer contre le projet, inquiètes qu'il fasse décroître la valeur immobilière de leur maison. « *Il y avait aussi deux ou trois lascars au fond de la salle, habillés en Dr. Martens et en bombers, mais ils n'ont pas dit un mot*<sup>23</sup> ». **On comprendra plus tard qu'ils étaient membres du Parti Nationaliste Breton (PNB)**, un micro-parti d'extrême droite revendiquant la protection de l'identité bretonne. Dès ce soir-là, la tension est palpable, comme nous l'a expliqué Laure-Line Inderbitzin, l'ancienne adjointe au maire<sup>22</sup> : « *On a bu un verre après la réunion, ils (les militants présents au fond de la salle) nous attendaient à la sortie pour en découdre. Pour nous faire peur. On a été dix pour escorter Chloé (Freoa) et les frères Cohen jusqu'à leur hôtel. Et dans la nuit, ils ont collé des affiches fascistes partout.* »

Les initiateurs du projet se veulent encore confiants, mais la situation se dégrade rapidement. Chloé Freoa confiera plus tard au magazine *Society* (2 février 2023) : « *On avait l'impression d'avoir fait les choses bien, et qu'on pouvait commencer à travailler. On se met au boulot, mais deux jours plus tard, ça se tend* ». C'est qu'entre-temps, **la fachosphère locale s'est**

**emparée du sujet** : dans un article du 13 avril, le rédacteur du site *Breizh Info* consacre un premier article à Callac et au projet Horizon, parlant de l'installation de « 100 migrants » à Callac, chiffre entièrement inventé. Une pétition d'opposition est lancée, recueillant plusieurs centaines de signatures des quatre coins de l'Hexagone. **Le maire divers-gauche élu en 2020, Jean-Yves Rolland, ainsi que ses cinq adjoints, reçoivent par e-mail de premières menaces.** « *C'était des messages du genre : 'Pensez à prendre une bonne assurance maladie'* » se souvient Laure-Line Inderbitzin<sup>24</sup>. Le 16 avril, les premières plaintes sont déposées à la gendarmerie de Callac.

**En juin 2022, en pleine campagne des législatives, dans un moment où Reconquête cherche à s'implanter en Bretagne, un comité d'opposants au projet se crée, nommé « Collectif pour la défense de l'identité de Callac »** Il est transformé, en septembre, en association des « Amis de Callac et ses environs ». À l'époque, ce collectif demande au maire de Callac une « consultation de la population par référendum », et ajoute : « *Vous allez créer dans la Bretagne profonde, en Argoat, une communauté étrangère avec toutes les problématiques liées à ces regroupements. Vous allez déplacer les problèmes des grandes métropoles dans la campagne bretonne* ».

## Du local au national : la récupération par Reconquête

**Le 17 septembre 2022, une première manifestation est organisée devant la mairie de Callac, à l'appel des « Amis de Callac et ses environs » et de plusieurs organisations d'extrême droite** (Reconquête, Résistance républicaine, Riposte laïque, le Parti de la France). Elle regroupe 250 personnes devant la mairie, dont seulement « *une vingtaine de Callacois* » d'après la correspondante du journal *Poher*. Des banderoles dénoncent « *l'africanisation de la Bretagne* », un portrait d'Eric Zemmour est placé sur la croupe de Naous, statue de bronze qui trône sur la place de la mairie, et le maire Jean-Yves Rolland « *va se faire insulter et menacer pendant plusieurs heures devant sa mairie*<sup>25</sup> ». **À la même heure et quelques centaines de mètres plus loin, une contre-manifestation de 300 personnes est organisée par un collectif d'habitants de Callac**, qui estime que « *ce n'est pas l'arrivée de réfugiés qui met en péril notre identité. Elle est au contraire une richesse* ». Un syndicaliste commente : « *Il y a encore dix ans, on aurait été dix fois plus nombreux. Là, on est à peine plus qu'en face* ». Toutefois, signe fort du large consensus local, l'ancienne maire de droite, Lise Bouillot, qui siège dans l'opposition, prend alors la parole pour réitérer son soutien au projet : elle déclare que « *le projet Horizon est une chance pour la commune* ». Le maire dévoile les menaces de mort dont il fait l'objet.

Dans la foulée de la manifestation, **le fonds de dotation « Merci » devait organiser une seconde réunion publique : en raison de risques de troubles, elle est « ajournée », et ne se tiendra finalement jamais.** Localement, cette annulation est interprétée comme une première victoire pour l'extrême droite.

Comme le note Erwan Chartier-Le Floch, rédacteur en chef du journal local *Poher*, et auteur d'un essai sur la question, c'est à l'occasion de cette double manifestation que « *Callac commence à être au centre d'une certaine effervescence médiatique. Plusieurs médias de droite, voire très à droite, se sont rendus dans les Côtes d'Armor pour couvrir la manifestation. Le Figaro et Valeurs Actuelles y consacrent des articles. CNews en fait ses choux gras, sans compter le site d'extrême droite Boulevard Voltaire, qui électrise les conversations*<sup>26</sup> ».

Début octobre, un « *Comité national de l'appel des 100* » est mis en place par les opposants au projet, avec un double objectif : « *faire connaître le combat mené à Callac* », et « *préparer chaque commune à mener un combat identique* ». Les villes de Saint-Lys, près de Toulouse, et de Saint-Brévin, près de Nantes, où des projets de dispositifs d'accueil de personnes migrantes ou réfugiées sont en gestation, sont explicitement citées. L'objectif est clair : « *Callac doit rester Callac, la Bretagne doit rester la Bretagne, la France doit rester la France* ». Parmi ses membres, on trouve des personnalités bien connues de l'extrême-droite et de l'ultra-droite<sup>27</sup>. Le 19 octobre, Reconquête organise dans un village près de Callac (La Chapelle-Neuve) un dîner-conférence avec Guillaume Peltier, vice-président du mouvement : 170 personnes répondent présentes. À l'extérieur de la salle polyvalente où se tiennent les agapes, une centaine de militants « *anti-fascistes* ». C'est Guillaume Peltier qui appelle à une seconde manifestation : « *La manifestation du 5 novembre doit être notre Trocadéro à nous* ». Une intense campagne d'affichage a lieu dans la ville, avec tractage.



Appel à la manifestation du 5 novembre 2022 à Callac

**Le 5 novembre 2022, une seconde manifestation est donc organisée**, toujours devant la mairie. Les opposants au projet revendiquent la participation de près de 1 000 personnes (600 d'après la police). Sur les banderoles, on lit : « *Pas de banlieues dans nos campagnes* », à quoi répondent, du côté des contre-manifestants, réunis un peu à l'extérieur du bourg : « *Pas de fachos dans nos campagnes* ». 150 CRS sont envoyés sur place par la préfecture. **Cette fois-ci, les deux cortèges cherchent la confrontation : les gendarmes mobiles s'interposent, à coups de grenades lacrymogènes. Les échauffourées dans les rues de Callac tournent en boucle sur les chaînes d'information en continu.**

Le lendemain, un tract est distribué dans les boîtes aux lettres de la ville : « *Ce 5 novembre, les masques de cette équipe municipale sont définitivement tombés. Ils sont contre la démocratie, pour la destruction de la France et pour le Grand Remplacement* ». Laure-Line Inderbitzin est explicitement visée. **Après plusieurs menaces de mort, elle sera sous protection policière pendant plusieurs semaines.** La majorité municipale est sous pression : dix jours avant la manifestation du 5 novembre, une autre adjointe du maire démissionne, officiellement « *pour raisons de santé* », officieusement pour désaccord sur le projet Horizon.



Le 11 janvier 2023, le maire Jean-Yves Rolland annonce finalement au *Télégramme* que la commune de Callac renonce au projet Horizon : « *Personnellement, j'étais pour le projet, mais ce n'était plus tenable, le conseil municipal allait tomber (...). C'était un projet humain d'une très grande valeur, sans doute très important pour Callac à l'avenir* ». **Pour le journal *Le Monde*, « Callac était devenue un symbole, trop lourd à porter pour cette petite commune »**. Et de citer la déception de Laure-Line Inderbitzin : « *Trop de pression, trop de menaces. On a lâché car on n'a pas été aidés. Voilà tout*<sup>28</sup> ». **Pour la première fois en Bretagne, l'extrême-droite tient une victoire.**

Pour avoir couvert les différentes manifestations, le journal local *Le Poher* a lui aussi été la cible de plusieurs menaces de mort (par e-mail, lettres et coups de téléphone anonymes) : « *À quelle heure on peut passer pour lui mettre une balle dans la tête ?* », « *On va te jeter dans une fosse avec les négros que tu aimes tant* ». Les photos d'Erwan Charlier-Le Floch, rédacteur en chef, et de Faustine Sternberg, cheffe d'édition, sont publiées sur les sites de la fachosphère, en les qualifiant de « *propagandistes, Juifs, grasement subventionnés, du Nouvel Ordre Mondial* ». Le 20 février, le journal est même victime d'une alerte à la bombe : les locaux sont évacués, par précaution. Une manifestation de soutien a lieu le 25 février 2023.

En mars 2023, le militant Bernard Germain lance le site *partoutcallac.fr*, avec l'objectif d'en faire une base documentaire et un outil pour « *venir en aide à tous ceux qui sont confrontés à ces problèmes* ». Outre les actualités et une revue de presse sur Callac, on trouve un onglet « *S'organiser & Agir* » qui donne plusieurs conseils pratiques, du type : comment rédiger les statuts d'une association ou déclarer une manifestation à la préfecture, comment rédiger un tract ou une pétition, etc.



Capture d'écran du site *partoutcallac.fr*

## II. À Saint-Brévin, variations sur le thème de Callac

À Saint-Brévin, le projet initial était sensiblement différent, mais le déploiement de l'opposition menée par l'extrême-droite identitaire est comparable en tous points.

### Genèse du projet de CADA : un historique d'accueil de migrants à Saint-Brévin

Depuis 2016, un Centre d'accueil et d'orientation, créé par le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve au moment du démantèlement de la jungle de Calais, avait accueilli 60 migrants à Saint-Brévin. L'opposition avait été forte initialement, et le Front national s'était manifesté très fortement contre l'arrivée de ces migrants, avec des tirs de fusil sur le centre. En réaction, le Collectif des Brévinois attentifs et solidaires s'était créé, rassemblant, d'après son président Philippe Croze<sup>29</sup>, « *des gens de tous horizons, du catho de gauche à LFI, des syndicalistes, des anciens militants et des gens pas encartés du tout mais choqués par l'attitude de l'opposition* ». Il s'est ensuite transformé en association pour accompagner les migrants qui arrivaient de Calais dans leur intégration : équipe de foot, sorties culturelles, apprentissage du français, fêtes...

Depuis 2016, le calme était revenu. « *Les migrants étaient presque invisibles, indique Philippe Croze, on les voit circuler dans Saint-Brévin mais il ne se passe rien. Ce sont des gens qui travaillent dans des restaurants, ou des entreprises locales à Saint-Nazaire.* »

**Nouvelle étape en 2022 : le projet de construction d'un CADA (centre d'accueil pour demandeurs d'asile)** correspond à une demande de l'État à la mairie, suite à la vente par EDF d'un centre de vacances à un bailleur social. Le permis de construire, accordé en janvier 2022, a été accordé sur la base de ce projet dont l'Etat était donc commanditaire. Le projet, mobilisant un budget de 3,7 millions d'euros pour la démolition et la reconstruction du bâtiment, prévoyait **la création de 60 logements pour des hommes seuls et des femmes avec enfants.**

**La communication de la mairie sur le projet avait alors été relativement restreinte, limitée au quartier de la Pierre Attelée où le projet devait être implanté,** et une réunion d'information pour les parents d'élèves avait été montée, le CADA étant à proximité d'une école maternelle et primaire.

## Opposition au projet : intimidation et nationalisation

### Un CADA à la Pierre Attelée? c'est NON! Parents d'élèves: nous sommes responsables

La construction d'un CADA (Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile) pour 110 personnes se déroule sous nos yeux sans qu'il y ait eu la moindre concertation...

D'abord, un CADA, ce sont plusieurs centaines de migrants qui arrivent par vagues successives durant des années....

Alors, qui peut nous garantir qu'aucune de ces personnes déracinées ne commettra d'action répréhensible dont nos enfants seront les cibles?

De plus, beaucoup n'obtiendront pas de titre de séjour et deviendront OQTF (demandeurs d'asile dans l'obligation de Quitter le Territoire Français, qui disposent de trente jours pour le faire mais la plupart ne repartent jamais). Sans espoir de régularisation, dans quel état d'esprit seront-ils? Que feront-ils dans notre quartier de la Pierre Attelée?

Pour mémoire, les agresseurs de la gare du Nord et de Lola étaient des OQTF.

Quelques faits récents: - en décembre une collégienne allemande tuée au couteau par un demandeur d'asile résidant en foyer près du collège.  
- en Québec, Lusa, 9 ans, handicapée, attaquée sauvagement par un mineur Ethiope qui fréquentait l'école.  
- le 31 décembre à Reims, une joggueuse agressée au couteau par un afghan « qui semblait souffrir de troubles mentaux ». Et si c'était votre enfant ???

LA VICTOIRE: HIER A CALLAC, DEMAIN A SAINT BREVIN, TOUS ENSEMBLE!

Rejoignez-nous: Collectif de préservation de la Pierre Attelée  
contact: se@collectif-saint-brevin.com ou 06 80 00 00 00  
<https://www.facebook.com/Saint-Brevin-collectif-association-Pierre-Attelée/>

« promenez-vous dans les bois tant que le CADA n'y est pas... »

 ne pas prier sur la voie publique

L'opposition au projet se manifeste d'abord par un recours déposé contre le permis de construire. Ce recours ayant échoué, les opposants au projet invoquent dans un premier temps des arguments environnementaux (« on va devoir couper des arbres pour faire le CADA ») ou urbanistique (le projet ne serait pas conforme au PLU), avant d'en venir à une opposition plus ouverte au principe de l'accueil des demandeurs d'asile, présentés comme des personnes psychologiquement fragiles présentant un danger pour les enfants. Un collectif d'opposition se crée : « Ils disaient être 70, en fait ils étaient 6 ou 7 », avance Philippe Croze. Le collectif d'opposition envoie des mails aux parents d'élève et lance une pétition en ligne. **Face à l'absence de réaction de l'association des parents d'élèves, le collectif anti-CADA se met à attiser les peurs** : il commence à faire du forcing pour entrer

dans l'école, et envoie des mails menaçants et haineux aux responsables de l'école, les accusant d'être responsables si les enfants se faisaient violer par les futurs migrants. Il distribue un tract intitulé : « *Aucun de vous ne pourra dire 'je ne savais pas'* ». « *Les gens sont pris en otage par ces personnes qui commencent à leur faire peur par leurs propos et leur insistance* », commente Philippe Croze.

Après l'annonce en juin par la mairie de l'échec du recours contre le permis de construire, l'opposition s'essouffle un peu durant l'été, puis reprend de plus belle à la rentrée. Entre temps, **les opposants locaux au projet, très peu nombreux, ont fait appel au soutien du Rassemblement national et de Reconquête.**

En octobre 2022, une première manifestation en opposition au projet rassemble 30 à 40 personnes devant la mairie. La contre-manifestation, devant l'église, réunit 60 à 80 personnes. Pas de présence des forces de l'ordre à ce stade.

En décembre, **une seconde manifestation mobilise cette fois-ci des représentants de Reconquête et du RN, auxquels se mêlent des mouvements vendéens.** Philippe Croze se souvient : « *Il y avait une bannière de Civitas<sup>30</sup>, ils récitaient des prières en latin devant l'église, agitaient des drapeaux vendéens, bretons et français. Il y avait aussi le GUD et l'Action française. Ils étaient accompagnés par 8 gendarmes* ».

**La contre-manifestation se tient à distance, entourée par une cinquantaine de gendarmes**, « *pour nous empêcher de nous approcher de leur déambulation* », selon Philippe Croze, qui dénonce un deux poids deux mesures dans la mobilisation des forces de l'ordre. « *Le sous-préfet m'a expliqué qu'il y avait dans nos rangs des gens dangereux* », rapporte-t-il, en pointant la présence de drapeaux de la CGT et d'Attac.

Le 6 février, des membres de l'Action française assistent à la réunion du Conseil municipal confirmant le soutien au projet de CADA.



La troisième manifestation, le 25 février, prend une autre dimension. Plusieurs centaines de personnes de part et d'autre, avec d'un côté des représentants nationaux du RN, de Reconquête, du GUD et de l'Action française, et de l'autre des personnalités politiques et militantes de gauche (Damien Carême, Pascal Briis...). Le député européen Gilbert Collard, transfuge du RN ayant quitté le parti lepéniste pour rejoindre Eric Zemmour en 2022, participe à la manifestation. Des violences éclatent en marge des manifestations, et « *les forces de l'ordre dispersent les anti-fa, tandis que des militants d'extrême-droite font des saluts nazis dans leur dos* », aux dires de Philippe Croze. **Les chaînes d'information continue couvrent les événements.**

Précision importante : le RN régional s'était officiellement désengagé fin janvier, considérant le mouvement trop radical. « *Ils ont besoin d'être propres. Ça faisait sale* », commente Philippe Croze. Mais si leurs banderoles ne sont plus présentes, les militants, eux, continuent de participer aux manifestations et de tracter devant les écoles.

**Le 22 mars, un incendie chez le maire Yannick Morez touche sa maison et ses véhicules, qui remet sa démission au préfet de Loire-Atlantique le 9 mai.**

Le 29 avril, l'opposition organise une nouvelle manifestation, qui cette fois-ci ne donne pas lieu à une contre-manifestation. Une première pierre est posée symboliquement devant le futur CADA par les soutiens du projet.

### III. La méthode Callac

Après avoir réussi à faire abandonner le projet Horizon, **la mobilisation à Callac a été érigée dans la fachosphère comme un « laboratoire de la mobilisation anti-immigrationniste »**. Il s'agirait de reproduire cette méthode Callac partout en France où surgiraient d'autres projets d'accueil de personnes migrantes ou réfugiées.

Cette méthode Callac peut être résumée de la façon suivante : une mobilisation mêlant activisme numérique et pression de terrain qui consiste à neutraliser les personnes favorables au projet, inquiéter les personnes ambivalentes et surchauffer les personnes opposées au projet. Trois dimensions-clés peuvent être distinguées.

#### L'agit-prop, ou l'activisme de terrain

Au départ, le comité local comptait seulement trois relais dans la commune. Sous l'impulsion de cadres locaux rompus aux méthodes de l'extrême gauche (comme l'ancien militant trotskiste et lambertiste Bernard Germain), **le comité local d'opposants a su mener des actions ciblées sur le terrain, avec un objectif : mobiliser les plus farouches opposants au projet, et donner le sentiment qu'ils sont majoritaires dans la population.**

La première typologie concerne l'activisme non violent :

- Plusieurs campagnes d'affiches fascistes et d'auto-collants apposés sur les bâtiments publics pendant la nuit ;
- Une pétition en ligne, qui a rapidement recueilli plusieurs centaines de signatures, sans que l'on sache combien de Callacois, et même de Bretons, parmi les pétitionnaires. Selon Sylvie Lagrue, parmi les signataires « *il y avait des gens de Nice, de Suisse, de Belgique, qui ne savaient même pas où était Callac* »<sup>31</sup>.
- Des militants présents chaque mercredi sur le marché pour faire signer une pétition, de façon à mobiliser la population et fédérer les opposants au projet ;
- Plusieurs campagnes d'affichage dans le village, une campagne de tractage dans les boîtes aux lettres des résidents ;
- Deux manifestations organisées devant la mairie, avec le récit du « *doublément du nombre de manifestants* » entre la première et la seconde qui accrédite l'idée d'un mouvement qui gagne en puissance.

**L'objectif : installer un climat de terreur.** « *J'étais même inquiet de venir le matin* » témoigne un commerçant, la boule au ventre<sup>32</sup>. De fait, **cet activisme organisé comprend aussi un volet plus violent, allant de l'intimidation à la diffamation :**

- Tags avec menaces de morts et incendies de poubelles au domicile des élus à Callac
- Appels nocturnes de menaces auprès des élus et du couple Lagrue
- Diffamation et atteintes à la vie privée de l'adjointe au maire.

**Tous ces éléments ont été reproduits à l'identique dans le cas de Saint-Brévin**, culminant dans l'attentat contre le domicile et les voitures du maire, Yannick Morez, le 20 mars 2023.

## Nationaliser le débat : la stratégie de la métonymie

**En septembre 2022, l'Université d'été de Reconquête marque un pivot dans la stratégie du parti d'Éric Zemmour**, ce qui aura des incidences directes sur la nationalisation des discussions autour de Callac. À l'époque, la question politique de Reconquête est la suivante : que faire aux lendemains de batailles électorales perdues ? **Comment continuer d'exister dans le paysage politique sans élus ? Leur réponse : poursuivre le combat idéologique ; faire entendre la voix de la « droite civilisationnelle »** - un concept alors théorisé par Marion Maréchal – en faisant de l'agit-prop, en réalisant des coups d'éclat politiques, et en investissant davantage le monde associatif de droite dure.

*« Notre espace est dans la métapolitique, pas la politique électorale, réfléchit un cadre. On doit former les jeunes, investir le monde associatif, faire des procès aux islamistes, être une sorte de syndicat de défense des natifs, des trucs concrets. Il y a la place, le RN a tout abandonné : ils n'ont pas de mouvement de jeunesse, pas d'intellectuels, pas d'événementiel » (Libération<sup>33</sup>)*

Le tout avec **une tactique : chaque fait divers doit devenir un fait politique.** « *Chaque événement doit faire comprendre aux Français et aux électeurs que la candidature d'Eric Zemmour était justifiée et que son discours était ainsi validé*<sup>34</sup> ».

**Callac est identifié comme un exemple archétypique de ce « combat civilisationnel » à mener.** Jean-Yves Le Gallou, intellectuel de la droite identitaire, baptisera Callac « *la mère de toutes les batailles* » - ce qui donnera le titre d'un ouvrage qui fait référence dans le milieu identitaire. Pour son auteur, Bernard Germain, porte-parole de la Coordination « *Partout Callac* », « *Callac fut le premier bourg officiellement touché par cette vague d'implantation d'immigrés dans les campagnes (...). Le combat qui s'y mène sera sans doute votre combat, demain* », précise-t-il. Dans sa préface, Pierre Cassen, fondateur de Riposte Laïque, fait de Callac, « *hier inconnue, le symbole du combat des Français contre le Grand Remplacement* » et parle, non sans un romantisme militant et franchouillard, de « *la bataille d'Astérix et d'un petit village breton refusant de capituler devant les envahisseurs gaulois* » :

*« Callac, c'est la bataille de cette France qui ne veut pas mourir, c'est le sursaut des Français qui ne veulent pas être grand-remplacés. Ils n'ont aucun moyen militant, et doivent payer de leur poche les banderoles, les tracts, les affiches, la sécurité, le matériel sono, l'essence bien sûr, quand ceux qui veulent africaniser la ville bénéficient de toutes les subventions, du soutien de la municipalité, du sénateur local, des députés de gauche et de tous les journalistes locaux et nationaux. C'est le pot de terre contre le pot de fer »*

Dès lors que **Callac est « la partie d'un tout » (métonymie)**, stopper le projet à la racine semble être la façon la plus efficace d'empêcher, demain, le Grand remplacement dans d'autres villes de campagne.

Ce faisant, le comité local parvient à changer de dimension :

- En attirant l'attention de médias d'envergure nationale, il s'assure une forte visibilité pour son combat ;
- En s'entourant de cadres politiques nationaux (principalement de Reconquête), il s'assure d'un soutien solide et puissant, à même de donner de la force aux opposants locaux ;
- En appelant à une mobilisation qui dépasse les seuls habitants de Callac, il s'assure la venue en masse de militants venus parfois de Rennes, Angers, Paris et même d'Occitanie pour donner l'impression de nombre.

**Ce qui est frappant, c'est combien cette stratégie a été d'abord théorisée avant d'être appliquée.** Le journal La Croix l'a parfaitement explicité, en ces termes :

*« La méthode est rodée. Il s'agit d'abord de trouver un sujet d'indignation, puis de lancer la machine médiatique en multipliant les messages sur les réseaux sociaux, les communiqués de presse ou en créant des pétitions en ligne. Enfin, quand la cause s'y prête, on peut organiser ou soutenir une manifestation ou un rassemblement en rameutant le maximum de militants. Voilà comment, à intervalles réguliers, le parti Reconquête continue à s'immiscer dans le débat public<sup>35</sup> »*

Le fonctionnement de la mobilisation suit un « processus type », comme l'explique Stanislas Rigault, président de Génération Z, la branche jeunesse du parti : « *Des alertes remontent par les fédérations, on déclenche une médiatisation locale puis nationale, puis on organise des rassemblements s'appuyant sur des collectifs locaux* ». CQFD.

## Mobilisation médiatique : du sas de respectabilité au journalisme dévoyé

Quand on reconstitue le tableau médiatique autour de Callac, trois niveaux s'enchevêtrent mutuellement. On aboutit à **une fusée à trois étages qui, de Breizh Info à BFM TV, mène une redoutable bataille de l'information.**

**Premier niveau, la fachosphère locale.** Rien n'aurait été possible sans le rôle essentiel, et dès le soir de la première réunion publique, de *Breizh Info*, un média en ligne animé par un militant d'extrême droite, Yann Valérie. Il a joué le rôle de sentinelle et de relai avec **le deuxième niveau, la fachosphère nationale.**

Quelques sites plutôt anonymes et d'audiences limitées comme Riposte Laïque, Résistance républicaine ou Synthèse nationale, sont en effet parvenus à faire exister la lutte au-delà de Callac. C'est **une énième preuve qu'Internet est un outil très efficace pour l'extrême-droite et l'ultra-droite : ce sont des sites et des forums interconnectés, où les militants se lisent et se soutiennent.**

**Dernier niveau, les médias nationaux** qui se sont constitués en alliés de la bataille. C'est le cas de CNews, de Valeurs Actuelles et de Boulevard Voltaire, qui **servent de sas de respectabilité à des informations venues de la fachosphère nationale.**



Dans *Society*, Chloé Freoa témoigne du rôle trouble joué par Le Figaro : « *Fin août, je passe une heure avec deux autres personnes, dont la directrice générale de la mairie, pour expliquer en détail le projet à un reporter du Figaro. La lecture de l'article me scandalise. On ne parle plus d'un fonds de dotation, mais d'une « famille fortunée », on ne parle pas de réfugiés, mais d'« immigrants ». Elle parle d'une « greffe de force », alors que j'avais précisé qu'on ne ferait rien sans avoir précisé les besoins.* » Amère, la jeune femme nous a livré son point de vue sur ce qu'elle décrit comme une « *responsabilité énorme* » des médias : « *Même les médias partisans anglaient sur des sujets voyeurs comme l'antisémitisme, jamais le fond du sujet. La presse voulait du clic et pas du fond.* »

Même écho de Sylvie Lagrue sur **le manque de rigueur et d'engagement des médias**, qui aurait contribué à l'échec du projet et à la victoire de l'extrême-droite : « *Le Directeur du Télégramme a reconnu qu'il avait parlé de migrants alors que c'était des réfugiés – la com des médias a été très mauvaise* ». Elle cite également *Envoyé Spécial* qui, préparant un reportage sur le village, « *a décidé de ne pas parler du projet Horizon, comme il était tombé.* » La journaliste « *avait filmé une réunion où on expliquait bien pourquoi on était pour le projet et ce que ça apportait à la revitalisation de Callac, mais elle n'en a pas fait grand-chose.* »

« *Il y a encore une dizaine d'années, la « méthode Callac » n'aurait sans doute pas fonctionné* », conclut Erwan Chartier-Le Floch. « *La société bretonne avait sans doute suffisamment d'anticorps pour faire face. Mieux structurés, les partis de gauche ou de la droite républicaine auraient sans doute davantage mobilisé.*<sup>36</sup> »

À Saint-Brévin, Philippe Croze déplore aussi **un traitement polarisant de la séquence** : « *Quand il avait une photo, c'était toujours des manifestants d'extrême-droite, des drapeaux français, des mecs en cagoule. À chaque fois que j'étais interviewé sur BFM, on me demandait « Est-ce que vous avez peur qu'il y ait un affrontement ? » Ils cherchaient le buzz.* » Perplexe, il s'interroge sur **le potentiel effet pervers sur l'opinion de la publicisation d'événements comme Saint-Brévin, qui pourrait induire une forme de banalisation** (« *On s'habitue à voir des drapeaux vendéens, bretons, de Reconquête...* ») alors que, d'après lui, cette opposition était extrêmement minoritaire au niveau local et ne correspond pas à la sociologie de Saint-Brévin.

## IV. Les arguments déployés par le camp identitaire

### La bataille des chiffres

Comme le montre notre présente étude, **la question des chiffres est centrale dans les questionnements spontanés des habitants sur un projet d'accueil**. À Callac, le nombre de réfugiés concernés par le projet est rapidement devenu un enjeu de communication, et un argument central des opposants au projet. Dès avril 2022, les opposants parlent de « 100 migrants », avant d'évoquer « 70 familles extra-européennes », puis « 500 immigrés africains, c'est-à-dire l'équivalent de 25 % de la population actuelle de cette bourgade »<sup>37</sup>.

De son côté, le fonds de dotation « Merci » explique qu'il avait l'intention de commencer par « une seule » famille de réfugiés, pour voir si tout se passait bien. « *Les seuls chiffres que l'on a donnés, explique le maire de Callac, c'est qu'il serait possible, sur cinq ou dix ans, d'accueillir cinq, sept, dix ou quinze familles. Donc, à peu près soixante-dix personnes dans dix ans.* » Mais l'extrême droite ne cessera de brandir ce chiffon rouge, annonçant l'arrivée de « 500 personnes dans un petit bourg de Bretagne de 2 200 habitants ».

### La bataille des mots

À commencer par **la confusion entre « migrants » et « réfugiés »**. Comme l'écrit Yann Vallerie, militant identitaire et rédacteur du site Breizh Info, le projet Horizon préfère parler de « réfugiés » que de « migrants » car il s'agit selon lui d'un « *terme permettant aujourd'hui de faire passer la pilule de l'immigration* ».



Or l'usage de ces deux termes correspond à des réalités très différentes. En l'occurrence, s'agissant du projet « Horizon », tenant compte de l'expérience malheureuse d'une initiative d'accueil de personnes migrantes en situation irrégulière dans le village italien de Riace (Calabre), les concepteurs du projet avaient fait le choix d'œuvrer uniquement à l'accueil de personnes ayant obtenu le statut de réfugié, et donc en situation régulière.

Spécificité du projet que les opposants se sont empressés de gommer. Cette confusion volontaire ne suscite pas de réaction dans la mesure où, **comme l'a montré notre enquête qualitative, pour la plupart des Français, la distinction entre « migrants » et « réfugiés » n'est pas évidente.**

Autre élément de langage très répandu parmi les opposants au projet : « *C'est nous les résistants, c'est eux les fascistes et les collabos* ». Cette inversion sémantique appuie sur l'idée qu'aujourd'hui, les vrais résistants sont ceux qui s'opposent au Grand Remplacement.

Derniers éléments, **la sur-utilisation d'expressions-chocs**, visant à faire peur en construisant l'idée d'une modification brutale de leur environnement culturel : « *l'africanisation de Callac* », la rumeur de l'installation d'une mosquée, etc.

*« Dans peu de temps, ils demanderont des boucheries halal et une mosquée. Les femmes se promèneront voilées dans les rues. Les petites filles sans doute aussi<sup>38</sup> »*

Or pour les porteurs du projet, « *l'origine n'était pas un critère* », comme le rappelle Chloé Freoa, et les personnes accueillies n'auraient pas nécessairement été ni musulmanes, ni issues du continent africain.

## Préférence étrangère et concurrence des publics

C'est un argument qu'on a beaucoup retrouvé en amont de la première manifestation : **l'idée qu'on apporterait de l'aide aux réfugiés alors que le territoire se trouve en grande difficulté** (le taux de chômage est de 18 % sur la commune). Pour faire simple : on aide des étrangers plutôt que des « *bons petits Français* ».

*« Le maire de Callac a indiqué avoir identifié 75 emplois à pourvoir, sur place, qui seront destinés aux immigrés qui arriveront à Callac. Mais pourquoi ces 75 emplois ne sont-ils pas proposés par le maire en priorité aux jeunes de Callac qui justement quittent la localité parce qu'il n'y a pas d'emplois ?<sup>39</sup> »*

En particulier, la fachosphère locale a beaucoup fait pour visibiliser l'exemple d'une famille Française habitant Ploërmel (Bretagne), situé à 1h30 de voiture de Callac. À défaut de trouver un logement social, la famille constituée de 4 enfants était obligée de vivre sur une « *aire de gens du voyage, dans une caravane* ».

*« Ces immigrés viendront d'Afrique, et pour eux ... pas de problème. Des millions d'euros sont prévus. Des logements vont être rénovés et mis gratuitement à leur disposition<sup>40</sup> »*

Ce dernier point constitue là encore **une communication erronée : le projet visait précisément à pourvoir des emplois pour lesquels les employeurs locaux peinaient à recruter dans la population locale, en identifiant des personnes réfugiées présentant les compétences requises**, et surtout en apportant des réponses aux freins à l'embauche, notamment par la rénovation de logements.

Comme le montre l'analyse de nos groupes de discussion, **l'argument de la concurrence des publics est très efficace auprès de plusieurs groupes, en particulier les profils type Laissés pour compte, mais aussi chez les Identitaires et les Stabilisateurs.**

### Face aux « concepts abstraits », la force de persuasion des « éléments concrets »

C'est l'argumentaire tenu par Bernard Germain, que nous restituons tel quel ci-dessous :

*« Une grande leçon à tirer du combat de Callac est que tant que les choses sont présentées de manière générale, les gens ont beaucoup de difficultés à comprendre les enjeux et se laissent facilement bernier par les discours mielleux du genre : 'la France est une terre d'accueil', 'on doit être humain', 'ce sont des humains comme nous', 'il faut être solidaire' ... En revanche, dès qu'on passe aux choses concrètes, le débat change radicalement.*

*Ainsi, lorsque les gens apprennent qu'une famille française vit dans une caravane avec 4 enfants sur un terrain déclaré insalubre, que ces gens travaillent et cotisent, mais qu'il n'y a pas de logement social pour eux alors que les immigrés sont logés en priorité dans ces logements sociaux ... là, ils disent : pas d'accord ! (...).*

*Ce sont ces situations concrètes qui sont littéralement explosives. Et s'il y a une révolte qui éclate, ce sera à cause d'éléments concrets comme ceux qui précèdent et pas à cause d'une opposition à des concepts abstraits comme l'accueil ou la solidarité<sup>41</sup> »*

On retrouve là **un élément clé de la logique de politisation des faits divers : le micro prime sur le macro, le particulier sur le général, l'intime sur le social.**

### L'argument populiste : contre les élites, pour la démocratie

Comme notre enquête le montre, les habitants de communes rurales, exposés à des projets d'accueil, redoutent ce que nous avons appelé un « 49.3 municipal ». **À Callac comme à Saint-Brévin, l'argument anti-démocratique a souvent été mobilisé par les opposants :** l'idée selon laquelle le maire aurait placé ses concitoyens « devant le fait accompli », en décidant seul d'un projet structurant pour l'ensemble de la commune. Certains tracts ont même parlé d'un « viol démocratique ». Dès les premiers jours, **les opposants au projet réclament un « référendum local »** - cette demande constitue le cœur de la pétition diffusée massivement. On fait d'ailleurs remarquer au maire que le projet Horizon n'apparaissait pas dans son projet municipal, lorsqu'il s'est fait élire aux dernières élections municipales. De fait, l'équipe municipale n'avait eu vent de l'appel à projets que par la suite.

Cet argument a d'autant plus résonné auprès de la population que les « Amis de Callac et ses environs » ont donné **une dimension populiste à leur discours, en insistant sur l'identité des porteurs de projet, parlant de « bobocratie parisienne »** (comprendre, une élite de sachant qui veut imposer ses mœurs à un terroir qu'elle ne connaît pas).

*« Pour le maire, il y a d'un côté les « sachants », ceux qui connaissent et qui savent, de l'autre les ignorants qui ne comprennent rien et se laissent guider par des idées rétrogrades et non progressistes<sup>42</sup> »*

**Dans le cas du projet Horizon, la rhétorique anti-élites se double d'un antisémitisme patent** à l'encontre de la famille Cohen qui a créé ce fonds de dotation familial. Ce message reçu par Chloé Fréoa en constitue le paroxysme : « *Dommage que les chambres à gaz n'aient pas existé pour tuer tous ces youpins* ».

Bataille des chiffres et des mots, concurrence des publics, argument anti-démocratique, exemples concrets... Il a été frappant de constater, lors des groupes de discussion menés par Destin Commun pour cette étude sur le rapport à la violence en milieu rural, que **les différents ingrédients de la mobilisation contre les projets de Callac et de Saint-Brévin étaient exactement ceux qui semblaient déterminants dans la formation de l'opinion, lors d'une mise en situation similaire à ces épisodes** (voir la partie III. de ce rapport : « Des migrants à la campagne »). L'extrême-droite semble donc viser parfaitement juste, et activer les bons leviers pour entraîner l'adhésion.

## V. Les faiblesses des défenseurs du projet

### Défi ou déficit de communication ? La bataille perdue de l'information

Pendant longtemps, **la ligne de communication qui a été décidée par les partisans du projet Horizon a été de ne pas répondre aux provocations de l'extrême droite**. La militante Sylvie Lagrue nous l'a confirmé : « *Les bénévoles disaient : 'On se tait, ils se calmeront'* ». Mais la suite des événements a plutôt donné raison à ce vieil adage de la communication : « *Parlez, ou l'on parlera à votre place* » ...

Comme nous l'a expliqué Laure-Line Inderbitzin, « *le maire n'a pas pris la mesure du problème : jusqu'à la fin, il a pensé que c'était un problème local, il n'a pas vu la récupération zemmourienne et la dimension nationale que le projet prenait. Par conséquent, il communiquait surtout en tête à tête, un par un, dans l'espoir de convaincre individuellement les habitants qu'il était persuadé de bien connaître* ».

Alors que les militants opposés au projet sillonnaient les marchés, personne n'a mené de campagnes concurrentes (tractages, boitages, affiches, etc). Pire encore : le 12 octobre 2023, le maire a décidé de prendre un arrêté interdisant les pétitions sur le marché, donnant le sentiment de vouloir empêcher que les choses soient sues.

Rétrospectivement, Laure-Line Inderbitzin **regrette d'avoir annulé la réunion de présentation du projet, décision prise au lendemain de la première manifestation** : « *L'extrême-droite nous a clairement pris de court. Ils nous ont tous fait peur, si bien qu'on a cédé. La réalité de ce projet, c'est qu'on ne l'a jamais vraiment présenté. Les gens disaient : « on n'est pas informés », et c'était vrai.* »

Idem sur les chiffres : à ne pas vouloir en donner de précis, puisque le principe était d'ajuster le nombre au fur-et-à-mesure de l'expérimentation, les porteurs du projet ont laissé à l'extrême droite le loisir de jouer sur les pires peurs en faisant gonfler les chiffres. Chloé Fréoa, de son côté, reconnaît ici une erreur : « *Ça ne marche pas en com* », admet-elle. « *Les gens ont l'impression que « Si on ne nous dit pas combien, c'est qu'il y a un loup »...* »

Comme le confirment nos groupes de discussion, **la question du nombre de personnes accueillies est une interrogation majeure – et sans doute légitime - qui, si elle ne trouve pas de réponse, peut rapidement se muer en anxiété puis en défiance.** Il est donc indispensable d'en tenir compte et d'apporter d'emblée une réponse claire à cette question.

## **Pouvoirs publics : de l'incitation à l'abandon**

Quelle a été, dans les épisodes de Callac et de Saint-Brévin, l'attitude des pouvoirs publics, tant au niveau local que national ? Là encore, **les similitudes entre les deux séquences sont frappantes : les acteurs locaux, amers, décrivent tous une certaine lâcheté, voire un abandon.**

En 2019, à la suite de la crise syrienne, l'État, en la personne du préfet, avait fait venir à Callac quelques familles de réfugiés syriens, et deux familles originaires du Darfour. Ces familles sont sélectionnées dans des camps et des titres de séjour leurs sont octroyés, conformément aux quotas d'accueil établis par l'Union européenne pour les Etats membres selon le principe de solidarité. À Callac, l'accueil par la population est alors plutôt positif, ou indifférent. Par la suite, c'est un député LREM des Côtes d'Armor (non réélu en 2022) qui avait signalé aux élus de Callac l'existence du projet Horizon, suscitant leur intérêt. Le lancement du projet Horizon a ensuite précédé de quelques mois **la déclaration du Président Emmanuel Macron en septembre 2022, lors de la conférence de rentrée des préfets et ambassadeurs, les incitant à développer l'accueil de personnes migrantes dans les territoires ruraux, dans l'optique de mieux répartir ces populations sur le territoire national, mais aussi de répondre aux défis de la dévitalisation des campagnes françaises.**

À Saint-Brévin, le projet de construction du CADA correspond à une demande de l'Etat à la mairie, suite à la vente par EDF d'un centre de vacances à un bailleur social.

À Callac, dès que l'opposition au projet commence à monter, un jeu de cache-cache s'installe entre les élus locaux et le préfet, aux dires de Laure-Line Inderbitzin : « *Le maire pense que c'est local, le préfet met la pression sur le maire* », se souvient-elle. Sur la répartition des rôles autour d'un tel projet, Sylvie Lagrue souligne une incompréhension fondamentale : « *Les gens ne comprenaient pas que la Fondation n'avait pas la possibilité de faire venir des réfugiés à Callac, mais seulement de prendre un boulanger réfugié du Puy-de-Dôme s'il y avait un besoin ici. Ce n'est pas la Fondation qui fait venir les familles mais l'État.* »

Mais lorsque la principale militante locale opposée au projet fait appel à Catherine Blein, non résidente de Callac, ancienne élue du Front National exclue du parti pour apologie du terrorisme, et que celle-ci prend la présidence du collectif et organise une première manifestation de grande ampleur à Callac, le préfet ne tient pas compte de son passif et n'interdit pas la manifestation. Lors de la seconde manifestation qui réunit 700 personnes de toute la France le 5 novembre, le préfet se borne à «envoyer 150 CRS pour faire tampon.

Commentant les tracts sur la supposée « africanisation de Callac », la directrice du Fonds Merci, de son côté, rapporte le conseil prodigué par un haut responsable de l'accueil en France : « *Si tu ne veux pas de problèmes, accueille des Ukrainiennes* ».

**Amertume et incompréhension aussi vis-à-vis des pouvoirs publics à Saint-Brévin, où les acteurs locaux ont le sentiment de ne pas être soutenus par le sous-préfet, et déplorent le peu de soutien apporté au maire, menacé de mort :** « *On ne voit pas pourquoi ces gens s'en prennent au maire alors que c'est l'État qui est commanditaire* », s'interroge Philippe Croze. De fait, conformément au projet sollicité et validé par l'État, le CADA a finalement bien ouvert à Saint-Brévin, quelques mois après l'incendie du domicile du maire et sa démission.

## VI. De la France polémique au milieu ambivalent : les Français face à la violence identitaire

Si les images de bombes lacrymogènes et de poubelles incendiées ont tourné en boucle sur les chaînes d'information continue, **les points de vue des habitants de Callac et de Saint-Brévin sur ces projets et leurs réactions face à l'irruption de la violence dans leur quotidien ont rarement été analysés.** Or les manifestants locaux, de fait, ne représentaient que la partie immergée de l'iceberg, cette France polémique pétrie de convictions fortes et antagonistes. **À partir d'anecdotes relatées par les acteurs locaux, nous avons cherché ici à mettre en lumière toute la diversité et la complexité des réactions du milieu ambivalent, largement majoritaire.**

### Le coussin sur le téléphone : l'intransigeance des hyper-résilients

Sylvie Lagrue et son mari Denis, vétérinaire, habitent Callac depuis quarante-cinq ans. De l'association de parents d'élèves à la création d'une bibliothèque associative, ils ont toujours été **engagés dans la vie de la commune.** Sensibles à l'accueil des migrants, ils ont été bénévoles à Calais et à Grande-Synthe. Denis Lagrue a aussi été membre du conseil municipal.

Lorsque la commune accueille les premières familles de réfugiés syriens installés à Callac par l'État à la suite de la crise syrienne, ils se proposent comme référents. La photo de Denis Lagrue est alors publiée sur le site Breizh Info, et engendre le commentaire suivant : « *Salopard de communiste, tu veux remplacer la nation bretonne, l'armée bretonne sait ce qu'il reste à faire, on a tes coordonnées* »<sup>43</sup>. Et déjà, plusieurs appels la nuit : « *On va te faire ta fête, et à ta bonne femme aussi.* »

En 2022, leur soutien actif au projet Horizon leur vaut de nouveaux appels téléphoniques de menaces. Comment réagissent-ils alors ? Avec une simplicité déconcertante, Sylvie Lagrue raconte : « *C'est vrai qu'il faut être costaud quand on reçoit des appels comme ça la nuit. Sur-tout la première fois, j'étais seule, mon mari était en déplacement. Après, moi, je mettais le téléphone sous des coussins, comme ça j'entendais pas la nuit. Après, si on ne répond pas, ils se lassent...* »

**Cet oreiller étouffant le téléphone est le symbole de l'hyper-résilience de cette femme, pourtant lucide sur la réalité des risques :** « *Mais on aurait pu tomber sur un malade comme à St Brévin...* »

La résistance dans laquelle elle est engagée avec son mari, **au nom de valeurs fortes,** est pour elle de l'ordre de l'évidence : « *Mais y'a des valeurs, c'est trop grave, faut pas baisser les bras !* »

**C'est ce sentiment d'évidence qui induit chez elle une forme d'intransigeance vis-à-vis de ceux qui ont renoncé au projet**, le maire au premier chef, qu'elle trouve peu courageux. Pour autant, elle se montre tout de même réaliste sur le caractère extrême de ces situations : *« Sa famille ne supportait plus (les menaces de mort). Si ce n'était plus viable chez lui, ok. Personne peut dire comment on réagit quand on a ça. Je leur jette pas la pierre. »*

Consciente de faire partie d'une minorité, Sylvie Lagrue pointe enfin avec justesse et sans jugement le fait qu'**il est plus facile de « faire plier des personnes qui n'ont pas d'énormes convictions, pas vraiment de culture politique. »**

## Les banderoles Attac et LGBT : le réflexe militant

Toute mobilisation identitaire porte en elle-même sa propre opposition, qui se construit aussi sur une base identitaire, alimentant un phénomène de polarisation. Ainsi à Saint-Brévin, dans les contre-manifestations en réponse à celles de l'extrême-droite, Philippe Croze relate la présence de banderoles de syndicats de la gauche radicale (CGT, Attac), ainsi que du mouvement LGBT. Cette réaction témoigne d'**un besoin, partagé par les deux camps, de défendre les fondements de sa propre identité et de ses valeurs intimes lorsqu'on les sent attaqués**. Elle est aussi caractéristique d'une propension des mouvements de gauche à rapprocher et agréger les combats pour différentes causes sociales et sociétales. Logique dans son fonctionnement, cette réaction semble peu efficace voire contre-productive sur le terrain, dans la mesure où elle met en scène les représentants de groupes militants très minoritaires dans la société. **À Callac comme à Saint-Brévin, la majorité des habitants, appartenant plutôt au milieu ambivalent, ne se reconnaissent ni dans les slogans racistes, ni dans les banderoles altermondialistes.**

## Les volets fermés : la terreur

Comme le raconte Laure-Line Inderbitzin **lors des manifestations violentes avec force présence de CRS, les personnes âgées du village ont avant tout réagi ... en fermant leurs volets, par peur pour leur sécurité**. Cette réaction révèle une forme de sidération du petit village paisible peu habitué à ce type de scènes.

Selon l'ancienne adjointe au maire, ce climat de terreur installé par les militants d'extrême-droite semble avoir **ciblé spécifiquement les seniors** : *« Sur le marché, ça devient n'importe quoi. On dit aux grands-mères de signer la pétition. Ils sont très agressifs, ils disent : « Une vieille femme de 80 ans a été violée par un migrant dans telle ville et personne n'a bougé ! ». Ces gens sont des terroristes. Ils installent sur place un climat de terreur. »*

## La diffamation : la mort sociale, pire que les menaces de mort

Au rang des réactions de peur, chez les élus en particulier, certaines sont directement liées à **une dimension très spécifique de ce climat de terreur : l'intimidation par la diffamation**. Chloé Freoa mentionne un article de Riposte Laïque sur l'ancienne adjointe au maire, avec des propos mensongers sur sa vie privée. « *Cela a jeté un pavé dans la mare, commente-t-elle. Cela a semé la terreur auprès des autres élus qui ont eu peur de se retrouver à sa place. Cette perspective de « mort sociale » a eu plus d'effet sur les élus que les menaces de mort* ».

## Le cours de gym : le rejet feutré

Sylvie Lagrue raconte que Maryam, une personne réfugiée originaire du Darfour présente de longue date à Callac, l'accompagnait régulièrement à son cours de gymnastique. Tout se passe au mieux, jusqu'au jour où *Envoyé Spécial* vient faire un reportage sur Callac. L'équipe souhaite filmer la jeune femme réfugiée « *pour montrer qu'elle s'intègre* ». Plusieurs membres du cours s'y opposent alors, et finissent par interdire de filmer le cours. « *Tu comprends, on est tous pour le projet Horizon, mais on veut rester neutres. On a dans le club des enfants qui vont au judo, si les parents voient ça...* », se justifie le directeur auprès de Sylvie Lagrue, qui se dit « *écœurée* ».

## Pas de vague : sujet sensible et souci d'image

Autre version de cette neutralité prudente : à Saint-Brévin, d'après Philippe Croze, **de nombreux parents d'élèves se disent favorables au projet, mais restent silencieux « par crainte de prendre position sur un sujet sensible** ». De même, plusieurs restaurateurs qui employaient des migrants étaient très convaincus que l'accueil devait se faire, mais ne voulaient pas communiquer.

Toujours à Saint-Brévin, alors que de nombreux commerces ont dû fermer à cause des manifestations, d'autres commerçants, pragmatiques, craignent pour l'activité économique, et pour l'image et l'attractivité de la ville.

## Le cours de danse : entre indifférence et quête de tranquillité

Une dernière anecdote illustre parfaitement **l'attitude qui semble largement majoritaire au sein des populations de ces petites communes rurales**. À Callac, comme le raconte Chloé Freoa, un samedi marqué par des manifestations violentes et la présence de forces de l'ordre en masse dans le centre du village, elle entend cette phrase dans la bouche d'une jeune maman : « *On ne peut même plus emmener sa fille au cours de danse* »...

Lors de nos groupes de discussion, le premier avantage de la vie à la campagne qu'ont souligné les habitants de petites communes rurales était la tranquillité. **Face à l'irruption de la violence de leur vie paisible, leur réaction principale est donc de défendre cette tranquillité, de rechercher avant tout le retour au calme, et la capacité à vivre leur vie normalement**.

## Les conséquences de la violence et l'enjeu de la résilience

- **À posteriori, un épisode extraordinaire violent a pour conséquence la normalisation du racisme ordinaire.** Sylvie Lagrue raconte ce qu'un des réfugiés installés de longue date à Callac lui a confié, un an après l'abandon du projet Horizon : « *Avant, quand j'allais au café, on me disait bonjour, maintenant j'entends "Tiens, voilà le charbon"* ».
- **Le caractère méthodique de l'opposition, d'une efficacité redoutable, n'a rencontré qu'une fragile résistance,** due à la fois aux faiblesses intrinsèques des projets, aux hésitations de leurs défenseurs, et à la très faible organisation de la contre-offensive.
- **Le pragmatisme pousse à penser que l'extrême-droite, portée par sa trajectoire ascendante, ne s'arrêtera pas là, notamment dans la perspective des élections municipales de 2026.** Puisque l'échec de la contre-offensive militante s'est montré patent dans ces deux cas, il semble prioritaire de concentrer l'effort sur le développement de la résilience des élus mais surtout des populations, dans une optique d'écoute et d'empathie qui permette à chacun d'exprimer sans tabou son point de vue et ses craintes, pour en tenir compte au maximum et éviter les phénomènes d'auto-censure ou de repli.



## Conclusion

Ce rapport a proposé de mettre en regard deux types d'analyses différentes : d'un côté, une étude de la perception des habitants de communes de zones rurales de moins de 15 000 habitants, pour sonder leur rapport à la violence et à l'immigration ; de l'autre, un décryptage des techniques de ces « *ingénieurs du chaos* » (G. da Empoli) qui cherchent à faire entrer les campagnes dans la bataille identitaire.

À l'issue de plusieurs semaines de travail sur ce sujet, nous sortons armés de plusieurs convictions.

1. Les techniques identitaires sont d'autant plus couronnées de succès qu'elles sont mises en place dans des contextes locaux qui se croient éloignés du combat national. Impréparés, les exécutifs municipaux se retrouvent vite acculés et dépassés face à la machine de guerre militante adverse. La bonne nouvelle, c'est que cette dernière répond à une méthode sans cesse réitérée : une fois qu'on en a intégré les principaux éléments, il devient plus facile de s'y opposer. Pour éviter de tomber dans les pièges tendus ou de commettre des erreurs contre-productives, il importe d'acculturer les élus locaux aux stratégies d'influence identitaire.
2. Pour aborder la question du rapport des habitants de zone rurale à la violence, il est manifestement devenu impossible de sortir la carte du « sentiment d'insécurité » comme une façon d'évacuer le problème. Nous défendons l'idée qu'il est essentiel de partir des perceptions et des réactions des Français : peu importe si ces dernières sont objectivement déformées ou fantasmées, c'est la représentation qu'ils s'en font qui dicte leur vécu et leur ressenti. En politique, comme en psychanalyse, c'est la réalité (subjective) qui domine le réel (objectif). C'est en faisant le constat de la prégnance de la violence dans les pensées quotidiennes de nos interrogés que la notion de « *charge mentale de la violence* » s'est imposée à nous. Plutôt que de chercher à contredire leur perception, nous avons cherché à mieux comprendre la façon dont celle-ci s'est constituée dans l'esprit de nos participants.
3. La trouvaille centrale de notre enquête qualitative, c'est que la perception de la violence est la résultante d'un mécanisme qui obéit au principe de la floculation : en chimie, il désigne un phénomène d'agrégation de matières en suspension dans une solution, aboutissant à la formation d'agrégats plus importants. Tout se passe comme si, dans la tête de nos interrogés, « *la violence* » assemblait sur un même plan tout un ensemble de phénomènes très différents, tant en degrés qu'en nature : des micro-agressions du quotidien (une maman malpolie à la sortie de l'école) et des macro-épisodes traumatiques (les attentats). La charge mentale de la violence est d'autant plus pesante au quotidien qu'elle ne cesse de se renforcer de chaque nouveau fait divers, de chaque incivilité, petite ou grande, de chaque fiction audiovisuelle promouvant un personnage violent.

4. Face à la formation de cet agrégat de violence, les notions généralisantes poussées avec force dans le débat public (« *l'ensauvagement* », la « *décivilisation* ») ne font qu'accroître le problème. Partant d'une réelle préoccupation des publics vis-à-vis de la violence, ces thèses ne font que pousser vers des solutions radicales cadrées par l'extrême-droite identitaire (lien entre origine ethnique, immigration et violence). À l'inverse, quand on prend conscience du phénomène de floculation de la violence, il devient possible de faire émerger des solutions différenciées pour faire baisser la perception d'une violence généralisée - en prenant à bras le corps, par exemple, les difficultés économiques des ruraux, l'accès aux services publics, mais aussi le sujet de la destruction du lien social, en investissant dans la lutte contre l'isolement relationnel, pas seulement des personnes âgées mais aussi des jeunes adultes, notamment en milieu rural.

5. Dans ce contexte, il apparaît que les médias constituent l'un des floculants essentiels, c'est-à-dire l'une des substances qui provoquent le phénomène de floculation autour de la violence. Ce faisant, les médias portent une responsabilité, et disposent de leviers importants : en évitant le matraquage de faits divers, ou en s'abstenant de sur-diffuser des cadrages polarisants performatifs (le risque de guerre civile), par exemple. Toutes nos études l'ont montré : la France n'est pas Twitter. Les Français sont en réalité beaucoup moins polarisés que ne laissent à penser le cadrage télévisuel : plus ambivalents, ils sont tout sauf binaires. Il est essentiel que les médias donnent à voir la diversité des points de vue de leurs publics plutôt que de renforcer une simplification réductrice et polarisante.

## Notes

- 1 • Ivonne Trippenbach, « Enzo, 15 ans, poignardé à mort à l'été 2023 : les ressorts politiques d'un fait divers », *Le Monde*, 15 mars 2024
- 2 • L'expression est de Giuliano Da Empoli
- 3 • Benoît Coquard, « Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin », *La découverte*, Paris, 2019
- 4 • Solitudes 2023, « Une approche territoriale et spatiale du lien social », Fondation de France, janvier 2024
- 5 • Monique Haicault, « La gestion ordinaire de la vie en deux », In : *Sociologie du travail*, 26<sup>e</sup> année n°3, Juillet-septembre 1984. *Travail des femmes et famille*. pp. 268-27
- 6 • Victor Klemperer, « Les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic : on les avale sans y prendre garde (...), et voilà qu'après quelques temps l'effet se fait sentir », *LTI – la langue du Troisième Reich*, 1947
- 7 • Plusieurs études attestent du lien entre la violence des écrans qui ferait augmenter diverses formes d'agressivité (attitudes, émotions) et le manque d'empathie. Mais la question de savoir si cette agressivité va conduire à des comportements violents n'est pas établie (pour un compte-rendu accessible de ces recherches, voir : <https://www.verywellmind.com/what-is-the-impact-of-violent-media-on-mental-health-5270512>  
Les relations varient suivant qu'on parle des enfants, des adolescents, ou des adultes, ayant ou pas des troubles antécédents, mais aussi selon le type de contenus violents.  
S'agissant des jeux vidéos, une récente étude a montré que la corrélation entre jeux violents et agressivité chez les joueurs était souvent liée à des traits de personnalité des joueurs (narcissisme, faible estime de soi), laissant entière la question du sens de la causalité entre le choix de ces jeux par des joueurs déjà prédisposés à l'agressivité, ou une incidence de ces jeux sur leurs comportements. (S. Z. Olejarnik, D. Romano, *Is playing violent video games a risk factor for aggressive behaviour ?*, *Frontiers of psychology*, juillet 2023).
- 8 • Destin Commun, *Information : cinquante nuances de défiance*, février 2023
- 9 • On se référera notamment à Michael Tonry, "Why Crime Rates Are Falling Throughout the Western World", *Crime and Justice*, n°43 (1), 2014 ; Eisner, Manuel. 2003. "Long-Term Historical Trends in Violent Crime", *Crime and Justice*, n°30, p. 83-14
- 10 • Pour plus de détails, voir l'article de Libération, « Peut-on dire qu'il y a de plus en plus de violences en France depuis trente ans ? », 21 août 2020
- 11 • Service Statistique Ministériel de la Sécurité Intérieure (SSMSI), « Insécurité et délinquance en 2023 : une première photographie », Note d'analyse n°64, janvier 2024
- 12 • Clément Reversé, « Insécurité dans les campagnes : l'affrontement de deux mondes », *The Conversation*, 18 décembre 2023
- 13 • Libération, « Peut-on dire qu'il y a de plus en plus de violences en France depuis trente ans ? », 21 août 2020
- 14 • Service Statistique ministériel de la sécurité intérieur (SSMSI), « Rapport d'enquête « Cadre de vie et sécurité » 2019 », décembre 2019
- 15 • Robert, Philippe, et Renée Zauberman, « Violences en France : peut-on parler de décivilisation ? », *Sciences Humaines*, vol. 362, n°9, 2023, pp. 25-31
- 16 • D'après les données Observatoire scientifique du crime et de la justice), « Observer dans la durée le sentiment d'insécurité », consulté le 27 mars 2024 sur : <https://oscj2.cesdip.fr/sentiment-dinsecurite/>  
Robert Ph., Zauberman R., « Du sentiment d'insécurité à l'État sécuritaire », Lormont, Éditions du Bord de l'eau, 2017
- 17 • Chiffres inédits issus d'une enquête quantitative menée par Destin Commun avec Verian (ex Kantar Public) en décembre 2023 auprès de 2120 personnes représentatives de la population française
- 18 • Powell, Jason L. et Azrini Wahidin. 2008. "Understanding Old Age and Victimization : A Critical Exploration", *International Journal of Sociology and Social Policy* 28(3/4) : 90-99 ; Le Goff, Tanguy, « Peurs et victimations des personnes âgées. Au-delà des discours, quelle réalité chiffrée? », *Gérontologie et société*, 1, 136, 2011, p. 175-188

- 19 • Baromètre Ifop pour « Voisins vigilants », avril 2023
- 20 • Destin Commun, « Élections européennes : le grand brouillard », décembre 2023
- 21 • Entretien avec Chloé Fréoa le 23 novembre 2023
- 22 • Entretien avec Laure-Line Inderbitzin, le 10 janvier 2024
- 23 • Erwan Chartier-Le Floch, *Témoignage lu dans « Callac de Bretagne ou les obsessions de l'extrême droite française », Éditions Penn-Bazh, 2023*
- 24 • Erwan Chartier-Le Floch, « Callac de Bretagne ou les obsessions de l'extrême droite française », Éditions Penn-Bazh, 2023
- 25 • Erwan Chartier-Le Floch, « Callac de Bretagne ou les obsessions de l'extrême droite française », Éditions Penn-Bazh, 2023
- 26 • Erwan Chartier-Le Floch, « Callac de Bretagne ou les obsessions de l'extrême droite française », Éditions Penn-Bazh, 2023
- 27 • On y retrouve notamment Bruno Attal, vice-président du Syndicat France Police ; Jacques Bombard, maire honoraire d'Orange ; Renaud Camus, inventeur du concept de Grand Remplacement ; Georges Clément, président du Comité Trump France ; Gilbert Collard, député européen RN (passé à Reconquête !) ; Thais d'Escufon, ex porte-parole de Génération identitaire ; Jacline Mouraud, figure des Gilets jaunes et membre de Reconquête ; Lorrain de Saint-Affrique, conseiller spécial de Jean-Marie Le Pen
- 28 • Benoît Floc'h, « La ville de Callac, en Bretagne, abandonne son projet d'accueil de réfugiés sous la pression de l'extrême droite », *Le Monde*, 16 janvier 2023
- 29 • Entretien avec Philippe Croze le 29 novembre 2023
- 30 • Mouvement politique d'extrême droite intégriste européen
- 31 • Entretien avec Sylvie Lagrue, le 15 janvier 2024
- 32 • Erwan Chartier-Le Floch, *Callac de Bretagne ou les obsessions de l'extrême droite française*, Éditions Penn-Bazh, 2023
- 33 • *Reconquête veut refaire sa carte d'identitaire », Libération, 9 septembre 2022*
- 34 • « Le fait divers, argument politique de l'extrême droite », *L'Opinion*, 24 juillet 2022
- 35 • Paul de Coustin, « Reconquête ! : comment le parti d'Éric Zemmour mise sur l'agitation permanente pour exister », *La Croix*, 2 mars 2023
- 36 • Erwan Chartier-Le Floch, « Callac de Bretagne ou les obsessions de l'extrême droite française », Éditions Penn-Bazh, 2023
- 37 • Bernard Germain, « Callac, la mère des batailles », *Synthèse nationale*, 2e édition, 2023
- 38 • Bernard Germain, « Callac, la mère des batailles », *Synthèse nationale*, 2e édition, 2023
- 39 • Bernard Germain, « Callac, la mère des batailles », *Synthèse nationale*, 2e édition, 2023
- 40 • Bernard Germain, « Callac, la mère des batailles », *Synthèse nationale*, 2e édition, 2023
- 41 • Bernard Germain, « Callac, la mère des batailles », *Synthèse nationale*, 2e édition, 2023
- 42 • Idem
- 43 • Entretien avec Sylvie Lagrue, le 15 janvier 2024





**Destin  
Commun**

More in Common France